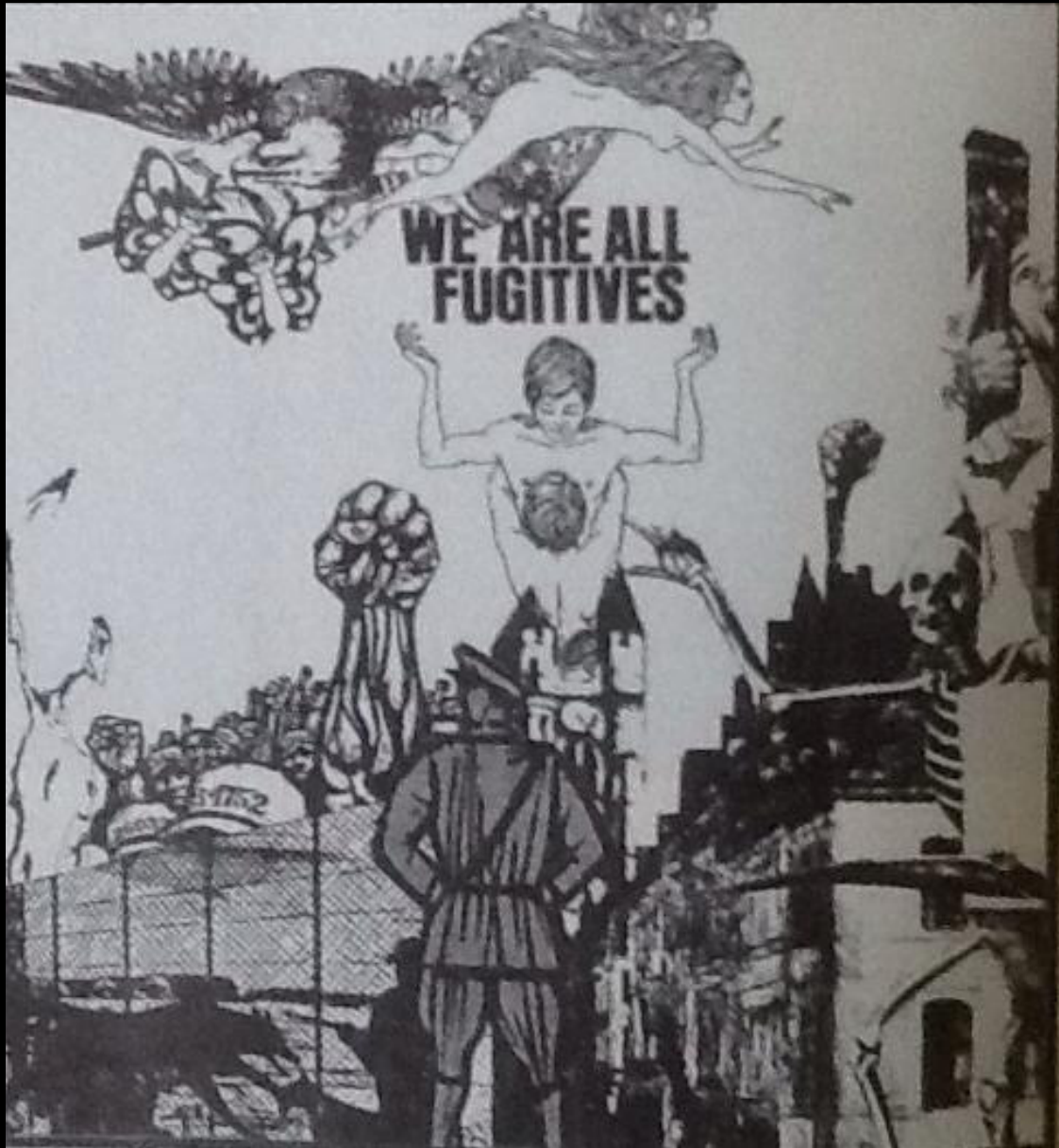


En finir avec le placard



Recueil de textes
de prisonnier.e.s
politiques LGBT

Les textes sont extraits de : Matt Meyer, dir., *Let Freedom Ring. A Collection of Documents from the Movements to Free US Political Prisoners*, Oakland (Californie), PM Press, 2008.

Les traductions, les textes entre crochets et les notes de bas de page signées [S.&a] sont de Soledad et associées.

Illustrations

Couverture : *Gay Sunshine*, n°14, 1972.

P. 54, Rita « Bo » Brown : photo extraite du site <http://julieperini.org>

Sur la traduction

L'usage du « kkk » – qui est l'abréviation du Ku Klux Klan (voir Lexique) – dans certains mots (démokkkratie, Kkkour, Amerikkke, etc.) explicite le suprématisme blanc qui s'exerce à tous les niveaux de la société et de l'État.

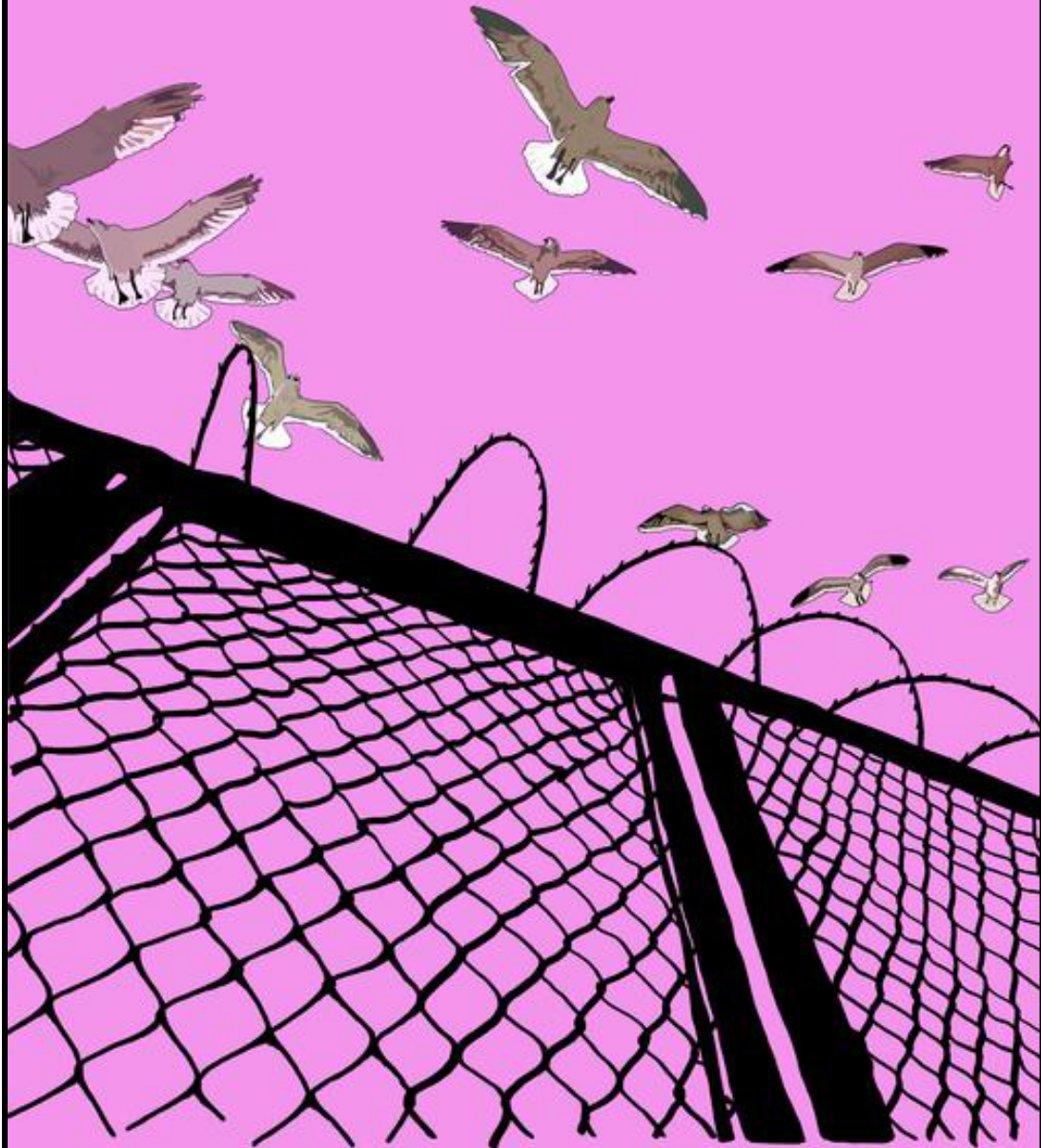
Le terme « queer », dans les textes états-uniens et lorsqu'il est employé dans un contexte communautaire, désigne de manière positive des personnes ayant des pratiques sexuelles ou des identités de genre minoritaires.

Un astérisque indique les mots expliqués dans le lexique (pp. 49-51) ou les personnes faisant l'objet d'une courte biographie (pp. 52-54).

Sommaire

✿ Introduction Soledad et associées	5
✿ Les gouines et les pédés veulent savoir... : Une interview avec des prisonnières politiques lesbiennes Une interview de Linda Evans*, Laura Whitehorn* et Susan Rosenberg* par le QUISP (Queers United in Support of Political Prisoners)	7
✿ Trois décennies de solidarité queer et de luttes radicales : une histoire riche Bob Lederer	24
✿ Des militant.e.s queers se joignent à une large action de désobéissance civile... Simon Nkoli Queer Crusaders en solidarité avec les prisonnier.e.s politiques	33
✿ One herstory of Out of Control Lesbian committee to support women political prisoners and POWs, 1986-2008 B 8 (rita d. brown) et Jane Segal, 2008	37
✿ Ressources	46
✿ Lexique	49
✿ Biographies	52

QUEERS DEMAND



A WORLD WITHOUT PRISONS

We reject hate crimes legislation, "gender-responsive" prisons, and all other measures that use gay rights rhetoric to expand the systems that murder and imprison us. We stand against a prison industrial complex that targets people of color, immigrants, queer and trans people, sex workers, and poor people. We believe in queer imagination and transformative justice to build a new world based on liberation and interdependence.

T. BOUCHER

Introduction

Soledad et associées

« Pourquoi je n'ai jamais entendu parler de vous avant ? » Cette interrogation, formulée par les *Queers United in Support of Political Prisoners* dans leur entretien avec Linda Evans*, Laura Whitehorn* et Susan Rosenberg*, nous nous la sommes posée.

Avec les années et une certaine habitude du soutien, en France, aux prisonnier.e.s, qu'ils.elles soient politiques ou de droit commun, nous avons fait deux constats. D'abord, nous n'avons été que très rarement investies dans la solidarité avec des prisonnier.e.s LGBT. Ensuite, dans la lutte anticarcérale et dans le soutien aux prisonnier.e.s, qu'ils.elles soient politiques ou de droit commun, les organisations et les personnes LGBT sont peu présentes, ce à quoi s'ajoute l'invisibilité de leurs luttes concernant les formes spécifiques de répression ou d'incarcération auxquelles ils.elles sont confronté.e.s.

« Pourquoi je n'ai jamais entendu parler de vous avant ? » Cette interrogation n'est pas arrivée par hasard. Elle est le fruit de rencontres et de lectures, notamment la brochure *Femmes trans en prison*. Puis, ces dernières années, les mobilisations internationales pour Cece McDonald et Chelsea Manning (voir Ressources, p. 46) nous ont fait prendre conscience de ce qui nous semble constituer des lacunes dans les luttes menées en France pour les prisonnier.e.s politiques et l'abolition de la prison.

Le but de cette brochure est d'ouvrir une brèche. Tous les prisonniers ne sont pas des hommes. Tous les prisonniers ne sont pas hétérosexuels. Tous les prisonniers ne sont pas cisgenres*. Les personnes LGBT, notamment les femmes trans, sont surreprésentées en prison et les peines qu'elles effectuent, dans des conditions souvent particulièrement difficiles, ont des conséquences (santé, vie sociale, etc.) bien plus lourdes que pour le reste de la population (toutes choses égales par ailleurs).

Les textes rassemblés dans cette brochure retracent le parcours et les analyses politiques de prisonnier.e.s LGBT aux États-Unis issu.e.s de ce que l'on réunira rapidement sous l'étiquette de l'extrême-gauche révolutionnaire, anti-impérialiste et antiraciste. A notre sens, ils font bien apparaitre à quelles difficultés spécifiques ont été confrontées les auteur.e.s en prison, mais aussi la façon dont se sont forgées des alliances dans la lutte pour la libération des prisonnier.e.s politiques.

*

* *

* * *

Encore un mot : cette brochure a été portée par une personne qui n'est pas LGBT et qui, lorsqu'elle ne dit pas de conneries, le doit pour beaucoup au temps et à la patience de quelques unes de ses amies. Qu'elles soient ici chaleureusement remerciées et saluées !

Les gouines et les pédés veulent savoir... : Une interview avec des prisonnières politiques lesbiennes

Une interview de Linda Evans, Laura Whitehorn* et Susan Rosenberg* par le QUISP (Queers United in Support of Political Prisoners). 1991.*

QUISP : Je suis militant.e. Pourquoi je n'ai jamais entendu parler de vous avant ?

Laura : Je pense que c'est parce que pendant pas mal de temps, la « gauche » et les mouvements progressistes n'ont pas vraiment essayé de savoir qui était en prison – y compris les prisonnier.e.s politiques et les POWs* (prisonnier.e.s de guerre), mais pas seulement. Par exemple, combien de militant.e.s anti-sida savent combien il y a de prisonnier.e.s infecté.e.s et les conditions horribles dans lesquelles ils.elles vivent ? [...] Combien d'écrivain.e.s et de gens de média dans nos mouvements essaient de soutenir les prisonnier.e.s gays et lesbien.ne.s que les porcs [policier.e.s, maton.ne.s, etc.] mettent souvent à la dure... En général, ce pays essaie de faire taire les prisonnier.e.s et de nous faire oublier des gens dehors. Dans le cas des prisonnier.e.s politiques, faut multiplier ça par X pour la simple raison que notre existence met en danger le fonctionnement tranquille et silencieux du système : notre existence montre que la grande démokkkratie est un mensonge. Le gouvernement ne veut pas que vous sachiez qui nous sommes – c'est pour cela qu'ils essaient autant de nous qualifier de « terroristes » et de « criminel.le.s ».

Linda : Le gouvernement US a intentionnellement fait « disparaître » les prisonnier.e.s politiques, car sa position officielle est qu'« il n'existe pas de prisonnier.e.s politiques aux USA. » C'est la façon pour les USA de nier à la fois la motivation politique de nos actions et que les mouvements dont nous sommes issu.e.s sont légitimes, qu'ils sont des mouvements populaires en faveur du changement social. Le système carcéral isole les prisonnier.e.s de leurs communautés, mais un isolement particulièrement dur est mis en place contre les prisonnier.e.s politiques : la liste des visiteur.se.s est limitée, il y a des transferts fréquents loin de nos communautés, le courrier est censuré, nous subissons le niveau de

sécurité maximale et des longues périodes à l'isolement. Mais notre mouvement politique a aussi ignoré l'existence des prisonnier.e.s politiques. Je pense que c'est essentiellement dû au racisme – la plupart des prisonnier.e.s politiques et des POWs* états-unien.ne.s sont des camarades noir.e.s ou portoricain.ne.s¹ qui sont enferm.e.s depuis plus de dix ans. Malheureusement, y a jamais eu de soutien large de la part des blanc.he.s progressistes pour la lutte de libération noire, pour l'indépendance portoricaine ou pour la souveraineté des amérindien.ne.s – et c'est de ces mouvements que viennent les prisonnier.e.s politiques et les POWs noir.e.s/portoricain.ne.s/ amérindien.ne.s aux USA. Beaucoup de militant.e.s politiques ont aussi arrêté de soutenir les prisonnier.e.s politiques / POWs en raison de désaccords sur les tactiques ou sur les actions pour lesquelles les prisonnier.e.s politiques ont été accusé.e.s ou condamné.e.s. Ces désaccords sont tactiques et ils ne devraient pas masquer le fait que nous nous battons tou.te.s pour la justice et le changement social. Cet arrêt du soutien mène à de fausses divisions entre nous et aide l'État dans sa stratégie d'isolement des prisonnier.e.s politiques / POWs de nos communautés et des mouvements politiques.

Susan : Les militant.e.s (radicaux) de la fin des 1980s et des 1990s doivent se réapproprier l'histoire de la résistance qui a éclo, puis s'est poursuivie tout au long des 1970s et des 1980s. Tant que le gouvernement et les médias continueront de définir qui et quoi est important, les vraies leçons contenues dans nos expériences et celles des autres seront perdues. Les gens n'ont pas entendu parler de nous (sauf un vague souvenir de gros titres – et encore) parce qu'il y a une vraie stratégie gouvernementale de contre-insurrection pour enterrer les révolutionnaires qui ont été capturé.e.s. Je suis en prison depuis six ans, et j'ai passé plus de la moitié du temps à l'isolement ou dans des quartiers d'isolement à des milliers de kilomètres de ma communauté et de ma famille. Mon expérience ressemble à celle des 100-150 prisonnier.e.s politiques aux USA. Si les individus de différents mouvements (c'est-à-dire, les noir.e.s, les portoricain.ne.s, les amérindien.ne.s et les mouvements blancs qui ont vu la nécessité d'organiser la résistance à l'oppression) sont détruits, c'est une façon de délégitimer les revendications de ces mouvements.

¹ Porto Rico est une île des Antilles, colonisée par les USA depuis 1898 et dont le statut juridique est celui d'« État non incorporé ». [S.&a]

QUISP : Est-ce que vous l'avez fait ? Est-ce que le gouvernement a dénaturé ce que vous avez fait ? Si oui, de quelles manières ?

Laura : Oui, je l'ai fait ! J'ai résisté au racisme, au sexisme, à l'impérialisme avec toute la force morale que j'ai en tant que queer, et je crois que nous avons besoin de nous battre pour la justice. La « version » du gouvernement sur ce que j'ai/nous avons fait est un mensonge complet, quand bien même pour eux résister est un crime. [...] De la même façon, le gouvernement US, un système génocidaire, qualifie de « violence terroriste » la lutte révolutionnaire et de Justice leur système de lois.

Linda : Oui, je suis fière d'avoir fait partie de la lutte pour créer un mouvement de résistance armée clandestine qui peut se battre pour soutenir les luttes de libération nationale et qui va se battre pour la révolution aux USA. Bien sûr le gouvernement a dénaturé ce qu'on a

*Je suis coupable de
résistance révolutionnaire
anti-impérialiste.*

fait d'abord en nous qualifiant de « terroristes » pour faire croire aux gens que nous étions un danger pour la communauté, comme si notre objectif était de terroriser ou de tuer des gens. C'est plutôt le contraire : toutes les actions armées des 20 dernières années ont été planifiées pour minimiser les risques de pertes humaines. Ça, bien sûr, ça tranche brutalement avec les actions de ce gouvernement terroriste qui soutient, dans le monde entier, des escadrons de la mort et des armées de mercenaires, comme les *contras** et l'Unita de Savimbi² en Angola, qui soutient la guerre génocidaire menée par Israël contre le peuple palestinien et le système brutal de l'apartheid, et qui soutient les violences policières quotidiennes dans les communautés noires et du Tiers Monde ici, et même des actes comme le bombardement aérien de MOVE en Philadelphie en 1985, qui a tué 11 personnes et qui a généré un incendie laissant plus de 250 personnes sans toit.

² L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), dirigé jusqu'à sa mort en 2002 par Jonas Savimbi, est une organisation qui a combattu, avec le soutien des USA et d'autres pays occidentaux, pendant la guerre civile angolaise (1975-2002) le régime de la République populaire d'Angola. [S.&a]

Susan : J'ai été une révolutionnaire une grande partie de ma vie – révolutionnaire dans le sens où je crois en la nécessité d'un profond changement social qui aille aux racines du problème, qui je crois est systémique. En conséquence, j'ai essayé, avec d'autres, diverses méthodes de lutte pour mettre en œuvre une stratégie pour obtenir notre libération et attaquer l'État (le gouvernement), qui représente le système, d'abord comme une militante pour la paix à la fin des 1960s, après comme militante politique dans les 1970s, et enfin en rejoignant le mouvement de la résistance armée clandestine qui s'est développé dans les 1980s. Je suis coupable de résistance révolutionnaire anti-impérialiste. Bien sûr, le gouvernement a donné une image fautive de moi et de nous tous. C'est surtout passé par le fait de nous qualifier de terroristes, ce qui ne peut pas être plus éloigné de la vérité. De la même manière que toute opposition à la guerre froide dans les années 1950 était qualifiée de communiste, l'équivalent des années 1980 est « terroriste ». Après, y a plein de sortes de terroristes selon les USA – mais tout ça, c'est n'importe quoi. Je ne suis pas en train d'éluder la question. Mais je crois qu'aucun.e camarade révolutionnaire capturé.e ne dit ce qu'il.elle a ou n'a pas fait comme travail révolutionnaire.

QUISIP : Audre Lorde dit que les outils du maître (la violence) ne détruiront jamais la maison du maître (l'État). Qu'en pensez-vous ?

Laura : Je ne pense pas que la « violence » soit un bloc, donc je ne pense pas qu'elle soit forcément « l'outil du maître ». Si les révolutionnaires étaient aussi vicieux.es et sans considération pour l'humanité et les vies innocentes que le gouvernement US l'est, alors je pense qu'on ferait du mal. Mais quand les opprimé.e.s se battent pour la liberté, en utilisant des moyens violents parmi d'autres moyens, alors je pense qu'il faut les soutenir. Auriez-vous condamné des esclaves africain.ne.s aux USA pour avoir tué leurs maître.sse.s ou pour avoir usé de violences dans leur combat pour la liberté ? Pour moi, la question est comment nous combattons effectivement – et humainement – pour l'émancipation. En construisant la lutte, nous devons être capable d'autocritique et autant conscient.e.s de comment nous luttons que de pour quoi nous luttons. Mais je pense aussi que nous devons nous battre pour gagner – et je pense que ça veut dire s'engager dans un combat pour le pouvoir. Depuis plus de cinq ans, j'ai été une témoin de premier rang de la violence – lente, brutale, impitoyable – du génocide contre les femmes africaines

américaines. Refuser de se battre contre ça (et je ne crois pas qu'on puisse se battre pour le pouvoir complètement « sans violence »), ça voudrait dire, je pense, accepter la violence de l'État au nom du rejet de la violence de la lutte révolutionnaire.

Linda : Je ne suis pas d'accord avec la manière dont elle pose le problème. Je ne pense pas que le problème soit la violence, mais plutôt la politique et le pouvoir. À travers le monde, l'impérialisme se maintient au pouvoir grâce au pouvoir militaire et à des menaces de violence partout où des gens luttent pour le changement. Les mouvements d'émancipation ont le droit d'utiliser de tous les moyens possibles pour abattre le système qui oppresse et tue les gens. Cela signifie l'auto-défense et la lutte pour le pouvoir au peuple et pour l'auto-détermination. Réduire ça à une question tactique sur les « moyens violents » élude de nombreuses facettes de la construction d'un mouvement révolutionnaire qui sont cruciales pour mobiliser les gens, développer les organisations populaires, donner du pouvoir aux groupes opprimés (comme les femmes et les peuples indigènes) au sein même du mouvement populaire, développer un programme révolutionnaire qui réponde vraiment aux besoins du peuple et pour lequel les gens vont se battre pour qu'il se concrétise. Un slogan de la révolution chinoise me vient à l'esprit pour synthétiser ça : « Pas de révolution sans lutte de masse, pas de victoire sans lutte armée. »

Susan : J'ai toujours pris la citation d'Audre Lorde pour dire l'opposé de ce que vous dites. C'est drôle, n'est-ce pas ? J'ai toujours interprété cette phrase comme quoi les outils du maître sont les changements lents/électorales. Voilà...

QUISP : Pourquoi c'est important de soutenir les prisonnier.e.s politiques en tant que prisonnier.e.s politiques ? Ne devrions-nous pas nous intéresser à tou.te.s les prisonnier.e.s ?

Laura : Je pense que nous devrions nous intéresser à tou.te.s les prisonnier.e.s, et je ne pense pas que les prisonnier.e.s politiques aient déjà soulevé une contradiction indélébile entre nous et le reste des prisonnier.e.s aux USA. Ceci dit, je pense qu'il y a une nécessité pour les mouvements progressistes de défendre les prisonnier.e.s politiques car c'est une part du combat des mouvements dont nous sommes issu.e.s. Si vous vous battez contre le racisme et l'homophobie et qu'il y a des gens

qui font de longues peines pour avoir combattu contre ça, je pense que c'est une avancée de soutenir ces prisonnier.e.s. Je pense aussi que le soutien aux prisonnier.e.s politiques aide à montrer comment le système est répressif et injuste. Cela peut aussi être un moyen d'arriver au soutien à tou.te.s les prisonnier.e.s. Le soutien aux prisonnier.e.s politiques est un acte concret de résistance au contrôle des esprits qu'exerce le gouvernement : c'est lutter pour que les prisonnier.e.s politiques et les POWs* ne soient pas isolé.e.s et pour qu'on ne les fasse pas taire. C'est revendiquer la légitimité de la résistance. Et, selon mon expérience, c'est un moyen important pour que les gens dehors soient informé.e.s du rôle et de la nature du système carcéral.

Linda : Oui – c'est important pour notre mouvement de se préoccuper de tou.te.s les prisonnier.e.s, et je pense que c'est tout particulièrement important pour le mouvement gay et lesbien que nous nous occupions de lutter contre les attaques à l'encontre des prisonnier.e.s gays/lesbiennes et de soutenir tou.te.s les prisonnier.e.s infecté.e.s par le VIH. Se préoccuper de tou.te.s les prisonnier.e.s et du rôle répressif et d'enfermement qu'a la prison dans notre société est une autre façon de se battre contre le racisme, puisque la majorité des prisonnier.e.s viennent de communautés du Tiers Monde. Les prisonnier.e.s sont enfermé.e.s – loin des yeux, loin du cœur – et les rares droits qui ont été obtenus dans les luttes menées par les prisonnier.e.s sont réduits ou sapés. Les droits humains sont quasi-inexistants en prison, et s'il n'y a pas de soutien communautaire ni de conscientisation, le gouvernement peut continuer son escalade dans sa politique répressive, et les conditions vont continuellement empirer. C'est tout particulièrement vrai pour les prisonnier.e.s infecté.e.s par le VIH, puisque la stigmatisation du SIDA est encore pire en prison que dans le reste de la société. Les prisonnier.e.s infecté.e.s par le VIH meurent plus rapidement que les malades dehors car les traitements sont intermittents et limités, et les conditions de vie sont si mauvaises. Donc je ne dirais jamais aux gens de soutenir les prisonnier.e.s politiques comme si c'était opposé au soutien des autres prisonnier.e.s. Il n'y a pas de contradictions entre nos intérêts en prison. Tou.te.s les prisonnier.e.s politiques / POWs* luttent activement pour les droits des prisonnier.e.s et pour des changements dans les conditions de vie qui puissent bénéficier à tou.te.s les prisonnier.e.s. Mais c'est important de construire un soutien spécifique aux prisonnier.e.s

politiques parce que nous représentons nos mouvements, et c'est une façon pour nous de protéger et de défendre les mouvements politiques dont nous sommes issu.e.s contre la répression gouvernementale. Si le mouvement dehors inclut et soutient les prisonnier.e.s politiques / POWs*, cela nous permet de continuer à y participer et de contribuer au mouvement dont nous sommes issu.e.s et cela empêche le gouvernement de nous isoler et d'essayer de détruire nos identités politiques.

Susan : Tou.te.s les prisonnier.e.s ont désespérément besoin de soutien, comme la population (carcérale) s'accroît et que la répression s'alourdit, les prisons vont devenir un lieu majeur d'affrontement. Si les prisons deviennent un front social de la lutte, alors il faut développer la conscientisation pour lutter contre la déshumanisation et la criminalisation qui sont les buts de la prison. Le soutien aux prisonnier.e.s politiques est important car nous sommes en prison pour des causes explicitement sociales/politiques/progressives. Notre manque de liberté affecte votre propre niveau de liberté. Si on peut nous détruire, vous pouvez l'être aussi. Il n'y a pas de contradictions entre prisonnier.e.s politiques et prisonnier.e.s sociaux.les*.

QUISP : Comment le fait d'être lesbienne s'intègre dans votre travail ?

Laura : De la même manière que ça s'intègre dans ma vie – c'est une partie essentielle, cruciale de ma personne, de ma vision des choses, de ma personnalité. Parce que je suis lesbienne, la lutte contre l'homophobie et le sexisme prend une importance particulière. Mais je pense vraiment que mon lesbianisme m'aide à me préoccuper de l'oppression dans le système impérialiste. Donc je pense que mon lesbianisme fait de moi une meilleure anti-impérialiste – il me fait me battre encore plus fort. Être une lesbienne en prison est souvent très dur, mais être out* me donne beaucoup de force. Je dois reconnaître que je suis très fière quand j'entends ou lis des choses sur les luttes que mènent les queers.

Linda : Être une lesbienne a toujours été une part importante des raisons pour lesquelles je suis une révolutionnaire – même avant que j'ai conscience de l'importance que ça avait pour moi ! Je ne sépare pas le fait d'« être une lesbienne » des autres aspects de ma vie ou de mes idées politiques. Parce que je subis une oppression réelle en tant que lesbienne et en tant que femme, mon engagement vient du plus profondément de ce que je suis – pour obtenir l'émancipation des femmes, des lesbiennes,

et de tous les gens opprimés. Cela me rend encore plus désireuse de prendre des risques et de lutter, car j'ai une vision de la société dans laquelle je veux vivre et que je veux obtenir pour les générations futures, où ces formes d'oppression n'existeraient plus. Je pense qu'être une lesbienne m'a aidée à reconnaître l'importance de la solidarité et du soutien entre les luttes des gens opprimés, malgré le sexisme, l'hétérosexisme et le racisme qui interfèrent souvent dans le processus de construction de ces alliances. Je pense vraiment que nous avons un ennemi commun – le système impérialiste – et que nous devons nous soutenir mutuellement dans toutes les formes que peuvent prendre nos luttes contre cet ennemi. Ces alliances doivent être construites de manière à respecter l'intégrité de ces divers mouvements.

Susan : Bien ! Être une lesbienne, ça fait vraiment partie de ce qui m'a fabriquée – donc la question n'est pas vraiment comment ça s'intègre dans mon travail, mais plutôt quelle part je donne à mon lesbianisme dans ma vie en prison ou dans la vie de résistance que je mène. Cela dépend des conditions. J'ai récemment fait mon coming-out* car j'ai décidé d'être plus clairement identifiée comme une lesbienne. J'ai fait ça car je pense qu'en tant qu'homosexuel.le.s nous avons besoin de visions et de stratégies révolutionnaires pour que notre mouvement puisse de manière significative faire le lien entre l'oppression sexuelle et d'autres formes d'oppression. L'autre raison pour laquelle je me suis sentie obligée de m'outer est que les femmes les plus proches, les plus importantes de la communauté dans laquelle nous vivons sont des butches*. Ce sont les butches qui souffrent le plus de leurs choix/vie en prison. Cela me semblait bien de le faire en reconnaissance de Pete, Cowboy, JuJu, Slimie, et toutes les autres sœurs. En fait – Laura et Linda étaient out* depuis le début du RCC6³, et cela a été une expérience politique et personnelle très importante pour elles et pour nous toutes. Elles ont créé, à travers leurs luttes, un environnement d'amour et de solidarité qui m'a permis à mon tour de faire mon coming out.

QUISP : Comment avez-vous lutté contre le sexisme et l'hétérosexisme dans les groupes avec lesquels vous avez travaillé ?

³ Abréviation de « Resistance Conspiracy case », le nom donné aux poursuites entamées en 1988 à l'encontre de six personnes (Marilyn Jean Buck, Linda Sue Evans, Susan Rosenberg, Timothy Blunk, Alan Berkman et Elizabeth Ann Duke) pour une série d'attentats à la bombe au début des années 1980. [S.&a]

Laura : Surtout en affrontant les gens qui je pense sont sexistes ou hétérosexistes et en luttant pour que l'émancipation des femmes et celle des lesbiennes et des gays soient incluses pas comme des formules, mais comme de vrais objectifs. Les moments les plus tristes pour moi ont été ceux pendant lesquels j'étais dans des groupes où on ne faisait pas ça. Je pense que c'est très important que les gens puissent lutter pour diverses causes sans établir une hiérarchie ou une liste limitative. Je continuerai à me joindre à des groupes dont le principal programme est, par exemple, l'anti-racisme ou le soutien à la Palestine ou à Porto-Rico, parce que ces choses sont autant importantes pour ma propre émancipation que l'émancipation des femmes et des lesbiennes l'est. Et je ne vais pas demander à ce que ma propre émancipation soit sur tous les agendas politiques. Mais je ne vais jamais renoncer à mon identité, à mon droit au respect, à l'urgence et à la légitimité de l'émancipation des lesbiennes, des gays et des femmes.

Susan : Je suis devenue bien plus féministe ces dernières années – je veux dire par là qu'idéologiquement et politiquement, je pense que nous devons analyser la position des femmes, les structures de la société, et comment la domination masculine structure la position des femmes. Je pense que par le passé je n'ai pas assez lutté contre l'assujettissement des femmes et des homosexuel.le.s. J'ai remplacé mon indépendance de femme par une lutte active contre des formes politiques et sociales d'oppression. Par exemple : maintenant, au Nicaragua, les femmes militantes du FSLN [Front Sandiniste de Libération Nationale] réexaminent leur pratique de lutte contre le sexisme, et certaines font leur autocritique, et elles considèrent la lutte des femmes comme subordonnée à celle pour les besoins de la société en général. Cela signifie que maintenant l'avortement et la lutte pour les droits reproductifs, dans la nouvelle société non-révolutionnaire, font un saut en arrière et que le niveau de conscience parmi les femmes n'est pas (pour l'instant) assez fort pour que ce point soit discuté. Je pense que de subordonner les revendications des femmes ou des homosexuel.le.s est une énorme erreur.

QUISIP : Quels sont les liens entre le mouvement des droits homosexuels, initialement blanc et classe moyenne, avec les luttes des autres personnes opprimées ? Comment concevoir un mouvement d'émancipation des homosexuel.le.s qui inclut les autres luttes ?

Laura : Je crois que toute lutte venant d'abord de « gens blancs de la classe moyenne » risque de ne pas être pertinent si elle ne s'allie pas avec les luttes des personnes opprimées. Dans ce pays, nous avons vu souvent des populations déjà privilégiées être soudoyées. Quand cela arrive, non seulement les choses restent pareilles, mais elles empirent. Mais au-delà de ça, je ne pense pas qu'on puisse être vraiment des êtres humains si on ne se bat pas pour tou.te.s les opprimé.e.s. Sinon, notre lutte est aussi individualiste et raciste que le reste de la société dominante. Dans ce cas, nous ne gagnerons rien qui vaille de mener une lutte. Je pense que le mouvement queer doit discuter avec les autres mouvements et les autres communautés afin de trouver des stratégies communes et de comprendre comment nous soutenir mutuellement. Je pense que nous avons besoin de parler aux groupes qui luttent pour la libération nationale afin de définir notre agenda politique et notre stratégie – par exemple, quelles revendications devons nous porter dans la lutte contre

*Nous n'avons pas besoin
d'« inclure » les autres gens
– nous avons besoin de nous
allier avec eux·elles·*

le VIH qui puissent aider les autres communautés luttant contre le VIH ? C'est une lutte, pas forcément un processus facile, mais c'est crucial. C'est vrai également que notre mouvement a déjà appris des autres mouvements – souvent sans même le réaliser ou le reconnaître. Nous avons en particulier assimilé des concepts stratégiques développés (au prix cher) par la lutte de libération noire, depuis le mouvement des droits civiques jusqu'au Black power et à la lutte pour les droits humains. Ce n'est pas par hasard que les leaders de Stonewall* étaient des gays et des lesbiennes du Tiers Monde. Je pense donc qu'il est important de reconnaître, quand se pose la question des alliances et des coalitions, que nous n'avons pas besoin d'« inclure » les autres gens – nous avons besoin de nous allier avec eux·elles, d'apprendre d'eux·elles, et de nous battre à leurs côtés. Nous devons les soutenir. Et nous devons nous battre pour eux·elles comme pour nous, car dès que nous acceptons les divisions ou ignorons l'urgence de lutter contre le racisme, nous perdons.

Linda : Je ne pense pas que les luttes contre le sexisme, l'homophobie ou le racisme puissent être remises à plus tard, car ce sont des formes de

discrimination/oppression qui mettent en situation de faiblesse des individus et des groupes qui peuvent être mobilisés pour participer activement à la lutte. Le racisme, le sexisme ou l'hétérosexisme ne peuvent pas être tolérés dans notre mouvement ou dans nos alliances car nous ne voulons pas reproduire les oppressions contre lesquelles nous luttons. Bien sûr, le processus de construction de ces alliances est difficile et il se pose à long terme, parce que gagner la confiance et le respect implique de construire des relations qui soient différentes de celles qui existent dans la société en général. Je ne pense donc pas que le mouvement homosexuel blanc et de classe moyenne puisse, ou doive, « inclure » les autres luttes. Les homosexuel.le.s blanc.he.s de classe moyenne ne peuvent pas définir l'agenda politique des autres mouvements ou des autres communautés. Je pense plutôt que ce mouvement devrait soutenir activement les luttes contre d'autres formes d'oppression afin que notre mouvement soit plus fort, plus révolutionnaire, moins autocentré et plus utile à la cause de l'émancipation et de l'auto-détermination de toutes les personnes opprimées.

Susan : C'est une vaste question, avec de nombreuses facettes. Je ne peux donner qu'une réponse partielle, car je crois que les prisonnier.e.s, qui ne participent pas au mouvement parce qu'ils.elles sont enfermés.e.s, ont une compréhension distordue ou limitée des véritables dynamiques dans les mouvements dehors. Le mouvement homosexuel tel qu'il est aujourd'hui constitué est réapparu depuis que je suis en prison, donc je n'ai pas participé à son développement. Je ne pense pas que le mouvement homosexuel soit pertinent pour les autres personnes opprimées et pour les luttes que celles-ci mènent sans une analyse anti-impérialiste des racines de l'oppression des homosexuel.le.s et donc, une pratique qui mette en place un changement. En d'autres termes, un mouvement conduit par des hommes blancs de la classe moyenne – même ceux opprimés en raison de leur orientation / identité sexuelle – qui n'accorderaient pas du pouvoir (au sein du mouvement) à des hommes et des femmes du Tiers Monde, en s'occupant de leur agenda politique, ne sera jamais qu'un mouvement réformiste. Un mouvement pour les droits des homosexuel.le.s qui ne lutte pas pour les droits (humains et démocratiques) de ceux.celles dans le besoin, en particulier ceux.celles qui sont opprimés.e.s en tant que nationalité, installe une compétition

entre les luttes plutôt qu'une opposition radicale et cohérente au gouvernement.

QUISP : Qu'est-ce qui s'est passé dans votre vie qui vous a conduit à participer ou à soutenir la lutte armée ?

Laura : J'ai commencé à soutenir la lutte armée à la fin des années 1960s quand j'ai réalisé que le gouvernement continuerait à tuer les gens du Tiers Monde si le système ne changeait pas. Le meurtre de Fred Hapton (le président du BPP* dans l'Illinois) par les porcs de Chicago et le FBI a été un tournant, pas seulement parce que c'était un assassinat et que l'État a essayé de le couvrir, mais parce qu'il m'a fait comprendre que les USA n'accepteraient jamais de « donner » des droits humains aux nations opprimées. C'est pour ça que l'État a dû tuer Fred, Malcom X, et tant d'autres leaders. Je détestais les injustices de cette société depuis des années, mais ça a été dans les années 1960, quand je soutenais les luttes des vietnamien.ne.s, des amérindien.nes, des noir.e.s, des portoricain.ne.s et que j'ai vu ces nations mener des luttes pour la liberté qui incluaient la lutte armée – que j'ai commencé à voir qu'une lutte pouvait être victorieuse. À partir du moment où j'ai commencé à soutenir le droit des nations du Tiers Monde à utiliser la lutte armée pour gagner le droit à l'auto-détermination, c'est devenu clair que je devais moi aussi utiliser diverses manières de lutter. Surtout, je pense que c'est ma vision de la chose extraordinaire que ce serait de vivre dans un monde juste, humain, créatif qui m'a motivée à rejoindre la lutte armée comme faisant partie du combat pour une nouvelle société.

Linda : Au début, quand je suis devenue militante politique, j'étais pacifiste. Je n'avais jamais vraiment eu d'expérience de la violence dans ma propre vie et j'espérais naïvement que les changements que j'imaginai pourrais se réaliser de manière non-violente. Après, j'ai été frappée à la tête et j'ai été gazée par des policiers qui gardaient le Pentagone lors de ma première grande manifestation. J'ai vu par moi-même que le système se maintient au pouvoir par la violence à tous les niveaux – depuis les violences contre les manifestant.e.s jusqu'aux génocides à l'encontre des nations colonisées sur le sol national, en passant par les guerres menées contre les nations colonisées à l'extérieur ou contre le peuple vietnamien. Je suis devenue militante à une époque qui vivait au rythme des victoires et du développement des luttes de

libération nationale à travers le monde et à l'intérieur des USA. Le peuple vietnamien et les noir.e.s luttant pour les droits civiques, puis pour le pouvoir noir / la libération noire, ont été une source d'inspiration pour moi. Les combattantes vietnamiennes et les militantes noires ont été des modèles pour moi – car elles étaient dévouées à la lutte jusqu'à la victoire. Leur courage et leur dévouement, leur volonté de tout risquer pour la liberté, le fait que ces femmes s'autonomisaient avec la lutte – tout ça était exemplaire. Donc en soutenant ces luttes de libération nationale, j'en suis venue à soutenir le droit des gens opprimé.e.s à lutter par tous les moyens possibles. Malcom X, Che Guevara et Ho Chi Minh ont influencé ma vie et mon parcours politique. Mais je suis vraiment devenue déterminée à participer à la lutte armée en raison de la rage que j'ai ressentie après les raids de la police/FBI contre les bureaux du Black Power Party et les maisons de leurs membres à travers tous les USA et en particulier le meurtre de Fred Hapton et de Mark Clark par la police de Chicago. L'intensité de ce terrorisme policier contre la communauté noire dans tant de villes m'a fait réaliser que dès qu'un mouvement politique commence à menacer le *statu quo*, l'État fait tout son possible pour l'anéantir. Donc, pour qu'un mouvement et une vision révolutionnaires puissent l'emporter, il est nécessaire que nous nous défendions et que nous défendions nos camarades et que nous nous préparions pour qu'un jour nous puissions sérieusement défier les forces répressives de l'État, afin que le pouvoir étatique puisse être ôté à ceux.celles qui l'ont utilisé pour opprimer, et être donné au peuple. Je sais que cela semble idéaliste, c'est pourtant un combat qui a réussi dans beaucoup de pays à travers le monde. Je pensais alors – comme je le pense maintenant – que l'impérialisme était le principal ennemi des peuples du monde et je voulais combattre aux côtés des opprimé.e.s pour construire un meilleur monde pour tou.te.s. C'était l'époque où Che Guevara a appelé à « deux, trois, de nombreux Vietnam » et j'approuvais l'idée que le gouvernement US dépendait de la « tranquillité domestique » de sa population pour se permettre des interventions impérialistes partout dans le monde. C'est pour cela que la lutte de libération noire était une telle menace et que les personnes blanches luttant en solidarité avec les luttes de libération nationale étaient également une menace. C'est en partie la raison pour laquelle la répression des mouvements intérieurs d'émancipation a été aussi immédiate et dévastatrice et qu'il y a eu autant d'efforts mis à séparer les luttes blanches des autres.

Susan : La guerre contre le mouvement de libération noir mené par le FBI/gouvernement US a eu une grande influence sur moi en me faisant voir la nécessité de l'auto-défense armée. Le défi,

40 à 50% des femmes ici sont séropositives, mais il n'y a aucun programme, pas de formation, pas de conseils.

dans la position où nous étions de solidarité avec les organisations nationalistes révolutionnaires noires, était de respecter l'auto-détermination et de nous battre pour cela. [...]

QUISP : Que faites-vous de vos journées ?

Laura : Mon temps se répartit entre : me battre pour des conditions de vie décentes et contre le refus de la prison de me les accorder (une obligation quotidienne !), travailler à mes tâches politiques et juridiques, communiquer avec des gens à travers des lettres et des appels téléphoniques, parler à d'autres prisonnier.e.s (et travailler avec eux.elles pour essayer de régler des problèmes judiciaires, de santé, etc.), rencontrer mes co-accusé.e.s, essayer d'avoir des nouvelles de mon camarade Alan (il mène une bataille difficile contre le cancer, enchaîné à un lit de l'unité d'oncologie à l'hôpital général de DC). Je passe beaucoup de temps à parler à des femmes du VIH – selon une estimation, 40 à 50% des femmes ici sont séropositives, mais il n'y a aucun programme, pas de formation, pas de conseils. Comme mes autres camarades, je passe beaucoup de temps à donner des conseils et des informations de façon informelle.

Linda : Travailler et faire de la muscu.

Susan : Parce que je suis une docteure et une personne conscientisée, je m'occupe, en plus d'être une prisonnière politique, d'entraider mes codétenues à propos du VIH. Ce n'est pas encore reconnu par la prison, mais je passe les trois quarts de mon temps à conseiller des gens – des femmes séropositives. Je passe le reste de mon temps à mes autres tâches et à parler à d'autres personnes. Nous passons beaucoup de temps par jour enfermées dans nos cellules. En raison de la surpopulation et du manque d'activités, l'administration nous laisse enfermées une grande partie du temps.

QUISP : Comment gérez-vous vos privilèges de blanches en prison ?

Laura : Je lutte afin d'en avoir conscience. Je combats activement le racisme et j'organise cette lutte ; j'essaie de mettre à disposition des autres les ressources que j'ai. C'est aussi informer les gens à propos de la lutte contre le VIH car les informations qu'a le mouvement gay et lesbien manquent aux femmes [ici] – et ça veut dire que des femmes continuent chaque jour à être contaminées. Et ça, c'est un crime.

Linda : J'essaie que les ressources et l'éducation auxquels j'ai eu accès en raison de mon privilège de blanche bénéficient à toutes les prisonnières avec qui je vis et à la lutte pour nos intérêts de prisonnières. Cela prend diverses formes, depuis la lutte comme prisonnière pour que soient établis des programmes d'éducation et de conseil sur le VIH, ou aider des prisonnières sur leurs problèmes judiciaires ou la violation de leurs droits en prison. Quand j'étais en prison en Louisiane, on a réussi à gagner une procédure judiciaire obligeant la prison à donner aux femmes des lunettes et des prothèses dentaires. (Tous les soins dentaires en prison se limitent à arracher les dents, et peu de prisons les remplacent). Une des contradictions à laquelle je fais face est qu'il y a d'un côté les besoins immédiats et les situations de crises que je rencontre en tant que conseillère/agitatrice/avocate prisonnière et de l'autre pousser à ce que l'institution fournisse les services et les programmes dont les prisonnières devraient bénéficier à titre de droit humain basique – éducation, soins médicaux, exercice physique, santé mentale et conseils sur le VIH.

Susan : Bien ! Je combats le racisme de toutes les manières que je le peux. J'ai appris la patience, et comment être calme, et à réellement écouter les gens qui parlent et ce qu'ils disent.

QUISP : Quelles observations ou conseils auriez-vous pour les militant.e.s lesbiennes/gays et anti-VIH lorsque nous commençons à être confronté.e.s à la surveillance, aux violences et au harcèlement policier ?

Laura : Combattez ça. Ne reculez pas. Développez des manières clandestines d'opérer afin que l'État ne connaisse pas tout ce que vous faites. Soutenez-vous les un.e.s les autres afin que toute personne visée par une attaque de l'État puisse résister – cette résistance va tou.te.s nous renforcer. Ne jamais donner d'information – même si vous pensez que c'est une information « sans risque » – à l'État. Ne laissez pas l'État

diviser le mouvement en qualifiant certains groupes de « légitimes » et d'autres pas. L'unité est notre force. Soutenez les autres mouvements et les personnes qui sont également la cible des attaques de l'État. Quand l'État qualifie quelqu'un de « terroriste », de « violent » ou de « fou », ou autre, réfléchissez bien avant de penser que c'est vrai. Résistez. Résistez. Résistez.

Linda : Soyez calmes. Développez une conscience clandestine. Accordez suffisamment d'importance à votre travail pour ne pas en parler à l'ennemi (comme sur des téléphones placés sur écoute). Ne sous-estimez pas le pouvoir et la méchanceté de l'État, et ne vous attendez pas à ce que vos privilèges blancs vous protègent de la répression. Prenez au sérieux les leçons des répressions passées contre les mouvements politiques – pas pour vous démobiliser ou pour vous effrayer, mais pour préserver et défendre votre travail. Souvenez-vous que vous construisez pour le futur, pas seulement pour aujourd'hui, et travaillez à élargir votre vision. Souvenez-vous que les réformes sont des concessions temporaires, qu'elles ne sont ni permanentes et ni de vraies solutions aux problèmes fondamentaux.

Susan : Étudiez les autres mouvements ici et à travers le monde et analysez les méthodes de l'État afin de développer des tactiques qui vous permettent de continuer à fonctionner – c'est important, si vous construisez un mouvement dont vous savez qu'il sera la cible de l'État lorsqu'il commencera à être menaçant ou à être perçu comme tel.

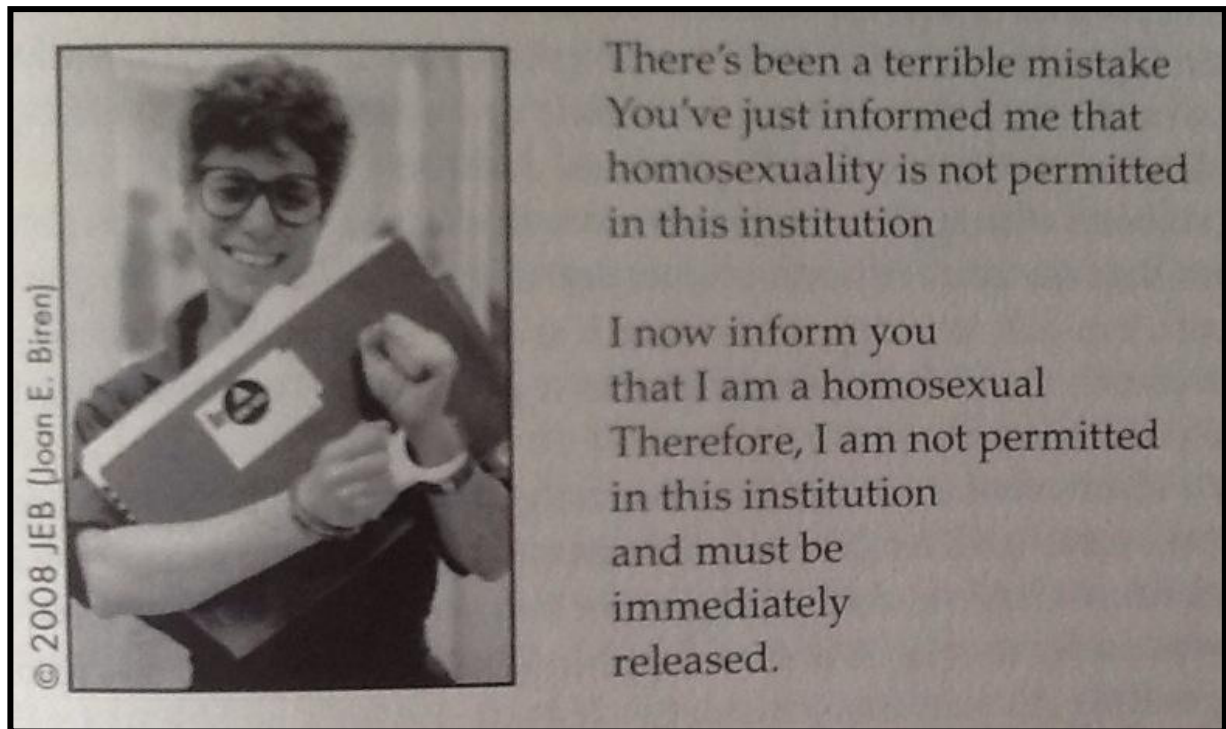
QUISP : Que pensez-vous des go-go girls dans les bars pour femmes ?

Laura : Emmenez-moi dans un bar et nous aurons une discussion passionnante sur le sujet, ok ?

Linda : Emmenez-moi dans un bar et je vous le dirai !

Susan : Je pense que tout ce qui objectifie les femmes comme des objets sexuels (*versus* des êtres sexuels) est anti-femmes. Même dans un contexte non-mixte femmes. Être lesbienne est subversif, être une femme qui aime les femmes est un crime contre l'État et la moralité bourgeoise patriarcale de cette société – mais la subversion ne signifie pas forcément l'émancipation. À part ça, j'ai appris que l'émancipation et le besoin d'émancipation commence en soi – l'objectivisation / les stéréotypes

sexuels / la misogynie ne font pas que nous détruire partout dans le monde, ils corrompent aussi nos cœurs. Une société qui promeut ces choses ne m'intéresse pas – même si je pense qu'ils ne s'arrêteront pas tant que nous ne les aurons pas détruits – les lois de cet État ne pourraient pas les abolir.



Laura Whitehorn*, en 1992, après la confiscation du journal *Gay Community News* par l'Administration pénitentiaire (source : Matt Meyer, dir., *Let Freedom Ring. A Collection of Documents from the Movements to Free US Political Prisoners*, Oakland, Californie, PM Press, 2008, p. 365).

Trois décennies de solidarités queer et de luttes radicales : une histoire riche

Bob Lederer, 1999.

Le forum de ce soir est une étape importante dans la mobilisation des queers afin que nous prenions la place que nous méritons dans la lutte pour la libération de Mumia, et c'est le résultat d'une longue histoire. Les hors-la-loi sexuels de toutes sortes ont toujours lutté pour une transformation radicale de la société. Par exemple, des gays noirs ont été des leaders et des participants clés de la lutte pour les droits civiques, depuis Bayard Rustin jusqu'à James Baldwin. Et depuis les émeutes de Stonewall* de 1969, des milliers de lesbiennes, de gays, de bisexuel.le.s, de personnes transgenres et à deux spiritualités⁴ ont participé, en étant out, à toutes les grandes luttes pour la justice sociale. Depuis les mouvements contre la guerre du Vietnam et pour la libération des femmes des années 1960 et 1970 jusqu'aux mouvements contre l'apartheid et pour l'indépendance de Porto-Rico dans les années 1980 et 1990, pour ne citer que quelques exemples, les queers ont été là, à la fois en tant qu'individus et en tant que groupes, revendiquant fièrement nos sexualités.

Notre ténacité a permis des prises de conscience et d'abattre des barrières au sein même de chaque mouvement progressiste. Sans cesse, nous avons constaté que la véritable voie de notre émancipation passe par la participation dans des mouvements radicaux qui sont capables de totalement transformer la société, tout en étant en même temps complètement out et en se battant avec l'homophobie au sein du mouvement. Notre efficacité dépend principalement de la reconnaissance de deux choses : que le racisme est le principal problème à affronter pour quiconque veut un changement radical aux USA et que tou.te.s ceux.celles d'entre nous qui veulent sérieusement changer les choses allons finir par être confronté.e.s aux questions des violences policières et/ou de l'incarcération pour raisons politiques, et que donc nous devons tou.te.s

⁴ La bispiritualité est un terme utilisé par certaines nations amériennes pour désigner les personnes ne se reconnaissant pas dans le genre masculin ou féminin. Certaines nations amérindiennes considèrent qu'il existe au moins quatre genres. [S.& a]

soutenir ceux.celles qui luttent contre ces formes d’oppression. La mobilisation du 24 avril est une occasion importante pour évoquer toutes ces questions.

Revenons aux émeutes de Stonewall*. À la base, c’était une émeute contre les violences policières. Toutes sortes de queers, parmi lesquel.le.s des drag queens* de couleur ont joué un rôle majeur, ont dit que cela suffisait et ils.elles ont répliqué avec leurs cris, leurs corps, des pierres et des bouteilles. Certains leaders étaient des gauchistes qui ensuite ont formé le Gay Liberation Front, qui a organisé les premiers cortèges d’homosexuel.le.s au sein des marches contre la guerre et des manifestations pour la libération des prisonnier.e.s politiques Black panthers. Ces manifestants ont payé cher en attaques verbales et même physiques de la part de militant.e.s homophobes. Mais leurs efforts, ainsi que ceux de groupes nationaux d’homosexuel.le.s blancs et noir.e.s, a conduit un leader des Black Panter, Huey Newton, à critiquer l’homophobie parmi les Panthers et à inviter le nouveau mouvement homosexuel à assister à l’immense People’s Constitutional Convention en 1970, qui a adopté un article pour la libération homosexuelle rédigé par un gay blanc gauchiste.

Parmi les multiples formes de participation des queers aux luttes radicales, il y a eu les mouvements clandestins de résistance contre les guerres génocidaires menées ici et à l’étranger. Et donc, certain.e.s sont devenu.e.s des prisonnier.e.s politiques. Dans les années 70, les communautés gays et lesbiennes du Connecticut et du Kentucky ont résisté avec force aux coups de filets du FBI et des Grands jurys qui recherchaient la lesbienne Susan Saxe qui vivait en clandestinité et sa collègue Kathy Power – et qui ont fait partie d’un groupe qui a attaqué une banque pour financer la résistance clandestine contre la guerre. Plusieurs lesbiennes ont préféré aller en prison plutôt que de devenir des informatrices pour le Grand jury⁵, mais en 1976, le FBI a localisé Saxe, qui a été condamnée à plusieurs années de prison. Parmi les combattant.e.s clandestins queer arrêté.e.s et condamné.e.s à de longues peines pendant cette période, il y a l’anarchiste de la Côte Ouest B ♀ Brown*, une lesbienne, et Ed Mead, un gay, tous deux membre de la George Jackson

⁵ Jury fédéral se prononçant sur l’inculpation (et non la peine), se réunissant à huis clos, devant lequel le procureur présente ses preuves, sans que les avocats de la défense ne soient présents. Les grands jurés peuvent questionner les témoins. [S.&a]

Brigade qui a réalisé des attentats contre des bâtiments fédéraux et des sièges sociaux afin de lutter contre les agressions US à travers le monde. Une autre combattante de la Côte Ouest, la communiste lesbienne Judy Siff, était membre d'une scission de la Weather Underground Organization⁶ qui s'est fait attraper pour la planification d'une attaque à la bombe du bureau d'un sénateur de Californie qui faisait activement campagne pour une législation anti-homosexuelle.

La période que je connais le mieux commence à partir du moment où je suis arrivé dans le milieu militant radical de New York à la fin des années 70 en tant que participant à la gauche qui cherchait à construire parmi les blancs un soutien aux groupes révolutionnaires de couleur ici et à l'étranger. J'ai en particulier travaillé dans un groupe de solidarité avec la lutte pour l'indépendance de Porto Rico et j'ai aussi, un court moment, participé à un mouvement soutenant les groupes de libération en Afrique du Sud. Beaucoup de gens que j'ai connu.e.s sont devenu.e.s des prisonnier.e.s politiques ; parmi eux.elles, de nombreux.ses queers. Au début des années 1980, Judy Clark, une lesbienne blanche communiste, et Kuwasi Balagoon*, un anarchiste bisexuel noir, ont fait partie des six militant.e.s travaillant avec la Black Liberation Army qui ont été arrêté.e.s et accusé.e.s d'avoir participé à l'attaque d'un fourgon de la Brink's – au cours de laquelle un flic et deux gardes de la Brink's ont été tués – afin de financer l'auto-défense armée de la communauté noire, des soins médicaux alternatifs et l'infiltration contre le Klan*. Tou.te.s les militant.e.s ont été condamné.e.s à la perpétuité. Judy et les autres sont encore incarcéré.e.s, mais pour Kuwasi, sa peine s'est transformée en peine de mort quand il est mort quatre ans plus tard du VIH après que sa santé ait fait l'objet de vraies négligences de la part des autorités pénitentiaires de l'État de New York. Une autre militante lesbienne blanche, Eve Rosahn, a été accusée à tort de complicité dans l'attaque de la Brink's et son inculpation a finalement été levée, mais elle a reçu une citation à comparaître au Grand jury, ce qu'elle a refusé et ce qui lui a valu quinze mois de prison. Aujourd'hui, Eve est une avocate qui assiste souvent des queers et des militant.e.s anti-VIH, et aussi des militant.e.s accusé.e.s de désobéissance civile. Et pendant que j'en suis à mentionner des avocat.e.s queers courageux.ses, il y a une autre personne qui a fait

⁶ Organisation d'extrême gauche, anti-impérialiste et antiraciste, active entre 1964 et 1977. [S.&a]

face à des pressions énormes et à des persécutions de la part de l'État à cette époque, c'est Susan Tipograph, une autre lesbienne blanche. Elle a subi de multiples tentatives d'incarcération et de diffamation en raison de sa défense vigoureuse de ses nombreux.ses client.e.s radicaux.les de couleur, mais elle s'est défendue avec force et elle est toujours sur le front aujourd'hui. Enfin, je dois rendre hommage à une autre intervenante de ce soir, Joan Gibbs, une avocate lesbienne, noire et révolutionnaire, qui a défendu sans relâche de très nombreux.ses prisonnier.e.s politiques, ainsi que des militant.e.s arrêté.e.s pour désobéissance civile, depuis de nombreuses années. Elle participe à la campagne Free Munia.

Au début des années 1980, un groupe clandestin de révolutionnaires blanc.he.s, la Red Guerrilla Resistance, a commencé une campagne pour intensifier la lutte contre la répression menée par le gouvernement ici et les agressions militaires à l'étranger. Ce groupe a mené une campagne d'attentats contre l'Armée US, les bureaux du gouvernement et de grandes entreprises sans faire de victimes humaines. Parmi leurs cibles, figurait le bâtiment du Capitol à Washington, afin de protester contre l'invasion de Grenade, et des quartiers généraux de la Marine pour protester contre les attaques au Nicaragua et le soutien aux *contras*. Le dernier attentat du groupe a été contre le bureau du Patrolmen's Benevolent Association ici à New York, pour protester contre les efforts que l'association déployait pour faire lever les charges d'assassinat contre un flic raciste (qui avait tué Eleanor Bumpers, une grand-mère noire qui n'était pas armée). (La communauté noire avait beaucoup mobilisé après l'assassinat, obligeant le Procureur à prononcer une inculpation très rare pour un meurtre commis par un policier ; c'est cette inculpation qui avait rendu le PBA tellement furieux qu'ils avaient mobilisé des milliers de policiers « hors-service » pour manifester contre le procureur).

Un mois après l'attentat contre le PBA, la romancière/militante Terry Bisson et moi sommes devenu.e.s les cinquième et sixième personnes à être citées devant le Grand jury fédéral qui cherchait à localiser les membres de la Red Guerilla Resistance. Terry et moi, comme quatre collègues avant nous, avons refusé de donner des noms et de répondre aux questions. Le Procureur a demandé au juge de nous poursuivre pour outrage et de nous incarcérer. Nous avons tenu une conférence de presse et avons brûlé nos citations à comparaitre devant les bâtiments du FBI à

Washington. J'ai dit publiquement que je ne coopérerais jamais avec un gouvernement qui commet des crimes tels que le récent attentat du FBI et de la Police de Philadelphie contre l'organisation MOVE, un groupe radical noir. Cet attentat policier, qui a tué onze personnes, dont cinq enfants, a été commis parce que MOVE défendait le droit à l'autodéfense armée. Sept ans plus tard, d'autres attaques policières à l'encontre de MOVE ont été exposées par le journaliste militant Mumia Abu-Jamal, ce qui en a fait sans aucun doute, une cible pour la police. Dans ma déclaration publique (en face du « bâtiment J. Edgar Hoover⁷ » – c'était approprié !), j'ai aussi dit qu'en tant que gay, une partie de mon engagement à combattre ce gouvernement venait de ma détermination à contribuer à créer une société dans laquelle il n'y aurait pas d'oppression des homosexuel.le.s.

En même temps, je m'étais engagé depuis un an dans le mouvement homosexuel, en rejoignant Men of All Colors Together, en aidant à organiser une rencontre sur les violences policières à l'encontre de la communauté homosexuelle, en particulier les gays et lesbiennes de couleur. Donc, pendant les quelques semaines qui me restaient avant d'aller en prison, j'en ai profité pour aller dans plusieurs villes et pour parler dans des rencontres gay/lesbiennes et répondre à des interviews de journaux gays. Mon message était que les queers devaient lutter contre la répression gouvernementale car les mêmes armes utilisées contre les autres mouvements seraient utilisées contre nos mouvements – et qu'on a tou.te.s un intérêt à ce que la société soit plus juste. Pour les blanc.he.s, ça signifie que la solidarité avec les personnes de couleur est primordiale. Des lesbiennes et des gays ont manifesté en ma faveur et contre la répression. Néanmoins, après plusieurs semaines de bataille judiciaire – notamment notre argument qui n'a pas fonctionné selon lequel les lois internationales interdisaient que nous soyons puni.e.s pour avoir résisté aux actes criminel de notre gouvernement – Terry et moi avons été incarcéré.e.s sans procès et poursuivi.e.s au civil pour outrage. Nous avons effectué trois mois dans une prison fédérale ; beaucoup d'autres à cette période ont fait des peines bien plus longues.

⁷ J. Edgar Hoover a dirigé le FBI de 1924 jusqu'à sa mort en 1972. Il a toujours dissimulé son homosexualité et son goût pour le travestissement. [S.&a]

Juste avant notre incarcération, le FBI a arrêté plusieurs militant.e.s de longue date, d'ancien.ne.s collègues à nous qui étaient rentré.e.s en clandestinité avec la Red Guerilla Resistance. Parmi eux.elles, il y avait deux lesbiennes out, Laura Whitehorn* et Linda Evans*. Les membres de leur groupe ont été condamné.e.s à de lourdes peines – 20, 30, 40 ans – pour des inculpations qui ne sont habituellement pas punies aussi lourdement – achat illégal d'armes, aide à un.e fugitif.ve, ou possessions d'armes à feu ou de bombes. Mais trois ans plus tard, la police fédérale a ajouté une autre inculpation pour sept d'entre eux.elles : « conspiration en vue d'altérer la politique étrangère US par la force et la violence ». À ce moment, vers 1989, j'étais devenu militant à Act UP (Aids Coalition to Unleash Power), et plusieurs d'entre nous à travers le pays avons publié une lettre ouverte à la communauté queer pour soutenir la lutte pour que les charges soient abandonnées. On avait noté que deux des accusé.e.s étaient des lesbiennes, que tou.te.s avaient soutenu les actions militantes d'Act UP et que des inculpations aussi lourdes étaient une menace pour tous nos mouvements. Act UP faisait aussi face à la répression gouvernementale et beaucoup de queers étaient mobilisé.e.s là-dessus. Laura et Linda, avec leur collègue Marilyn Buck, ont fini par plaider coupable de l'attentat du Capitole pour lequel elles ont reçu de lourdes peines supplémentaires. Toutes les trois sont encore en prison. Et Laura m'a appelé aujourd'hui pour m'annoncer la mauvaise nouvelle que sa libération en semi-liberté programmée ce mois-ci avait été rejetée par une instance supérieure, donc elle ne sera pas à la maison avant août. Mais revenons aux années 1990 : une autre co-accusée, purgeant une peine de 58 ans pour des inculpations antérieures, Susan Rosenberg*, a été tellement touchée par l'ampleur du soutien queer qu'elle a fait son coming-out en tant que lesbienne pour la première fois depuis qu'elle était incarcérée.

En dehors de cette campagne de solidarité, des queers de mon groupe, le Free Puerto Rico Committee, se sont joints à d'autres pour former le QUISP – Queers United in Support of Political Prisoners. Lancé en 1990 à l'apogée de la Queer Nation et de l'esprit revivifié de la libération queer, QUISP est parti de l'idée simple que personne ne peut être libre tant que tout le monde ne l'est pas. Pendant plusieurs années, nous avons parrainé des rencontres et des événements culturels pour éduquer la communauté et financer le soutien à différent.e.s prisonnier.e.s politiques. Nous nous

joignons aussi aux queers de couleur quand il y avait des luttes cruciales dans la communauté, comme la manifestation de 1991 organisée par des groupes queers asiatiques américains contre les représentations de la pièce raciste et sexiste Miss Saigon⁸ au profit d'organisations homosexuelles.

Il y aura huit ans le mois prochain, nous avons organisé une rencontre en soutien à Mumia – peut-être le premier événement à New York pour un public majoritairement blanc. Mumia venait juste de perdre ses derniers appels et la situation était lugubre. Nous lui avons écrit pour lui demander comment il ressentait que nous organisions une rencontre. Il nous a abondamment remercié, nous a dit que tout soutien était le bienvenu, mais nous a confié que sa philosophie, qui suivait celle de l'organisation MOVE, était que « les rapports sexuels hétéros sont les plus naturels ». Il a ajouté qu'il espérait sincèrement ne pas nous avoir offensé. Après en avoir débattu, nous nous sommes mis d'accord pour lire sa réponse à la rencontre, comme ça la communauté pourrait comprendre l'importance de défendre tou.te.s les prisonnier.e.s politiques qui se battent pour la justice, même si nous avons des désaccords sur certaines de leurs vues. Comme l'a dit l'un.e des membres : « Quand Mumia sera libre, nous aurons tout le temps de débattre avec lui sur cette question. Mais cela n'arrivera pas si nous laissons l'État l'exécuter ». (Note : Depuis ce soir-là, Mumia a publié depuis le couloir de la mort une déclaration condamnant les violences contre les homosexuel.le.s.)

Lors de cette rencontre, notre conférencier invité était l'ancien Black Panther Dhoruba Bin-Wahad, qui avait été récemment libéré après 19 ans de prison passées à se battre contre un coup-monté du FBI. Franchement, nous ne savions pas à quoi nous attendre de ce nationaliste noir hétéro, mais nous avons été superbement récompensé.e.s. Dhoruba a fait un appel passionné non seulement à ce que nous aidions à la libération de Mumia et de tou.te.s les prisonnier.e.s politiques, mais aussi à ce que tous les mouvements radicaux, y compris les nationalistes noir.e.s, s'engagent dans les luttes contre le racisme et l'homophobie comme parties prenantes de la révolution. Il a aussi demandé aux lesbiennes et aux gays blanc.he.s de respecter le leadership des lesbiennes et des gays de couleur. Dhoruba a attribué la majeure partie de sa conscience politique

⁸ Comédie musicale dont l'action se déroule pendant la guerre du Vietnam. [S&a]

récente à sa camarade et femme, la militante de longue date Tanaquil Jones. Son discours a été crucial dans la construction d'une solidarité entre les mouvements.

Et si je peux ajouter une note personnelle, c'est ce discours qui m'a fait rencontrer John Riley, qui a été mon amoureux pendant sept ans. Neuf mois après le discours de Dhoruba, notre procureur « préféré », Robert Morgenthau, a essayé de réincarcérer Dhoruba à partir d'anciennes inculpations bidon. Le mouvement noir a organisé une manifestation pour le jour de l'audience. J'avais été tellement touché par son formidable discours au QUISP que j'ai donné un tract aux 500 personnes qui participaient à une réunion d'Act UP cette semaine-là (oui, à cette époque, y avait autant de monde que ça toutes les semaines !). Soudain, ce gars, mignon, très grand, avec une queue de cheval, a pris un tract et a dit : « Génial ! Je me demandais quand l'audience de Dhoruba aurait lieu ! Je viens d'arriver de l'Iowa et je veux tout connaître de la gauche homosexuelle ! » Bon, mes potes, on connaît la suite et John et moi avons depuis fait vivre notre histoire d'amour et nos engagements révolutionnaires à travers de nombreuses actions d'Act UP et de la Free Mumia Coalition. Donc je peux dire merci à Dhoruba et, pour ça, à Mumia pour m'avoir apporté l'amour de ma vie. La libération queer en pratique !

C'est en fait John qui a suggéré la première action de rue du QUISP en 1992 contre le gouverneur d'alors de Pennsylvanie, Robert Casey, un prétendu « pro-vie » qui a le culot d'être opposé à l'avortement et d'être pour la peine de mort. Quand le [journal] Village Voice a invité Casey à Cooper Union pour débattre de l'avortement, nous avons contribué à la formation d'une large coalition, incluant des membres de WHAM (Women's Health Action Mobilization), pour protester contre les politiques de Casey sur les deux questions et pour demander qu'il donne un sursis à Mumia. Cela a été la première grande manifestation pour Mumia à New York et ça a été très relayé. Au fil des années, le QUISP a aussi organisé des cortèges queers dans plusieurs manifestations à Washington pour la libération des prisonnier.e.s politiques portoricain.e.s et à la marche, maintenant annuelle, de Philadelphie pour la libération de Mumia et des autres prisonnier.e.s politiques aux USA.

Aujourd'hui, le QUISP n'existe malheureusement plus. Mais l'esprit du QUISP demeure chez beaucoup de personnes, notamment chez les conférencier.e.s de ce soir, et dans plusieurs organisations. Il a perduré en 1997 après que des flics, la « crème » de New York, ait agressé des membres d'Act UP qui menaient une action de désobéissance civile à Wall Street, puis fouillé à corps de manière illégale plusieurs femmes et blessé gravement un homme atteint du VIH en cognant sa tête six fois contre du béton en hurlant : « Meurs, pédé malade ! » Quelques jours plus tard, les membres d'Act UP se sont joint.e.s au Audre Lord Project, un centre de queers de couleur, et à de nombreux groupes des communautés noire, latino et asiatique pour une immense manifestation contre les violences policières. Cet esprit a aussi perduré l'automne dernier après que la police ait brutalement attaqué les funérailles politiques de Matthew Shepard⁹ le 19 octobre. Quelques jours plus tard, des dizaines de queers se sont joint.e.s à une marche unitaire immense contre les violences policières. Cet esprit a perduré il y a trois semaines quand huit membres du groupe affinitaire Fed Up Queers se sont étendu.e.s au milieu d'une rue, en signe de solidarité, à proximité de la manifestation qui demandait justice pour Amadou Diallo¹⁰. Ils.elles sont devenu.e.s les symboles d'une vague montante de désobéissance civile. Et cet esprit perdurait encore aujourd'hui quand il y a quelques heures un groupe plus vaste de queers se faisait arrêter au 1, Police Plaza dans le cadre de la campagne qui continue contre les violences policières.

Faisons vivre cet esprit de résistance et continuons cette histoire riche de la lutte queer contre les violences policières et pour la libération des prisonnier.e.s politiques en surmontant toutes les difficultés pour avoir un cortège du Rainbow Flags for Mumia le plus grand que nous pouvons à la manifestation du 24 mars. Parce que, souvenons-nous en, quand nous luttons pour libérer Mumia, nous luttons pour notre propre libération.

⁹ Matthew Shepard était un jeune homme qui a été assassiné en raison de son homosexualité en 1998 dans le Colorado. [S.&a]

¹⁰ Amadou Diallo était un jeune homme originaire du Libéria qui a été abattu à New York en 1999 de 41 balles tirées par des policiers, alors qu'il n'était pas armé. [S.&a]

Des militant.e.s queers se joignent à une large action de désobéissance civile pour demander la libération et un nouveau procès pour le journaliste du couloir de la mort Mumia Abu-Jamal

Simon Nkoli Queer Crusaders en solidarité avec les prisonnier.e.s politiques, 1999.

Des dizaines de militant.e.s queers de tout le pays ont participé à la journée d'actions et de manifestations de désobéissance civile organisée le 3 juillet sur les deux côtes du pays, demandant la libération, un nouveau procès et des soins médicaux immédiats pour le journaliste africain américain, primé à de nombreuses reprises, et détenu du couloir de la mort dans l'État de Pennsylvanie Mumia Abu-Jamal. À la Liberty Bell¹¹ de Philadelphie, par une température de plus de 37°, 95 contestataires ont interrompu le fonctionnement habituel et ont fait fermer le bâtiment toute l'après-midi lors d'un week-end qui compte le plus grand nombre de touristes de l'année. À San Francisco, après une grande manifestation allant du bâtiment fédéral à l'Union Square, 27 militant.e.s ont bloqué la rue et ont été arrêté.e.s.

Prises dans leur ensemble, les manifestations ont constitué la plus grande action de désobéissance civile contre la peine de mort de toute l'histoire des USA. Ces actions sans précédent, qui se sont accompagnées de la présence vigilante de centaines de personnes aux alentours, ont été organisées par une large coalition de groupes progressistes (y compris Act UP / New York) et ont marqué le 17^e anniversaire de la condamnation à mort de Mumia Abu-Jamal au cours d'un procès qu'Amnesty International et beaucoup d'autres observateurs internationaux ont jugé nettement déloyal.

¹¹ La Liberty Bell (ou « cloche de la liberté »), qui se trouve à Philadelphie (Pennsylvanie) est un symbole de l'indépendance états-unienne. Elle aurait retenti juste après la signature de la Déclaration d'indépendance le 4 juillet 1776. [S.&a]

L'une des parties les plus visibles de l'action menée à Philadelphie s'est produite lorsque les « Simon Nkoli Crusaders for Mumia » ont pris position en première ligne pour bloquer l'une des entrées du pavillon de la Liberty Bell. Brandissant une banderole sur laquelle était écrit « Les queers disent : Stoppez l'exécution de Mumia Abu-Jamal », le groupe – dix lesbiennes, gays, bi et allié.e.s – ont rejoint les autres militant.e.s devant la porte où deux d'entre eux.elles s'étaient enchainé.e.s sans que la police des parcs US ne puisse rien faire. (Simon Nkoli était un gay fier de l'être, un militant noir sud-africain qui a échappé de peu à une exécution sous l'inculpation de trahison dans les années 1980, puis qui a constitué des groupes pour les droits homosexuels et contre le VIH. Il a été participé activement à faire de l'Afrique du Sud le premier pays à inclure l'orientation sexuelle parmi les droits protégés constitutionnellement contre toute discrimination. Nkoli est décédé au début de cette année).

Bob Lederer, membre d'Act UP / New York, organisateur du Simon Nkoli groupe et qui fait partie des personnes arrêtées a déclaré : « Quiconque est soucieux.se de la lutte des queers et contre le VIH devrait aussi être scandalisé.e de l'imminente exécution de Mumia. Beaucoup d'entre nous ont fait l'expérience de violences policières violemment homophobes et sérophobes* à l'égard de nos mouvements. L'injustice à l'égard de Mumia se nourrit de son histoire comme journaliste et comme militant engagé contre les violences policières, et son appartenance antérieure au Black Panther Parthy a été utilisée pour inciter le jury à le condamner à mort. Cela en fait un cas emblématique. Si Mumia peut être exécuté sans avoir eu un procès équitable, c'est un précédent dangereux qui autoriserait une intensification de la répression contre toutes les sortes de militant.e.s. C'est pourquoi des groupes qui travaillent rarement ensemble se sont unis aujourd'hui dans l'action. De plus, beaucoup d'entre nous s'opposent à l'utilisation de la peine de mort en général. »

La manifestation de Philadelphie a réuni seize groupes affinitaires de queers, de militant.e.s anti-VIH, pacifistes, anti-interventionnistes, africain.e.s américain.e.s, latino.a, étudiant.e.s et de gauche. Avant l'action de blocage des portes, quatre personnes sont entrées dans le bâtiment et ont déployé une banderole qui disait « Faisons sonner la cloche de la liberté [liberty bell] pour Mumia » à côté de cette icône historique. Deux militant.e.s étudiant.e.s ont escaladé une partie du bâtiment et ont accroché une banderole sur laquelle était écrit « Liberté

pour Mumia » et qui est restée pendant trois heures jusqu'à ce que les policiers la décrochent en se servant d'un charriot élévateur. Cela a pris plusieurs heures à la police d'évacuer les 95 manifestant.e.s, y compris deux personnes aveugles et une personne en fauteuil. Toutes ont été libérées au bout de dix heures avec une inculpation pour rébellion. Ils.elles risquent une amende individuelle de 250\$, ce qui sera contesté devant les tribunaux. [...]

La militante lesbienne Dawn Reel, membre de la Free Mumia Abu-Jamal Coalition de New York, également arrêtée avec le groupe Simon Nkoli, a déclaré que les actions du 3 juillet sont juste le début d'une campagne de désobéissance civile pour demander un nouveau procès pour Abu-Jamal. « Maintenant, a-t-elle dit, malgré tous les efforts de l'équipe de juristes, le système a refusé à Mumia la procédure équitable qui lui est due. C'est pourquoi nous devons présenter son cas dans la rue afin que le peuple puisse juger par lui-même ».

Le cas d'Abu-Jamal suscite un intérêt grandissant dans les communautés LGBT à travers le pays. En avril dernier, des centaines de personnes ont rejoint le cortège « Rainbow Flags for Mumia » des deux grandes manifestations pro-Mumia à Philadelphie et à San Francisco. Le mois dernier, de grands cortèges en soutien à Abu-Jamal se sont formés dans les marches des fiertés LGBT à New York et à San Francisco. Parmi les signataires célèbres de l'action de désobéissance civile du 3 juillet, figurait le musicien bisexuel Ani DiFranco et la militante lesbienne de New York Leslie Cagan, coprésidente de la March on Washington de 1987. Parmi les autres signataires, se trouvaient le poète sud-africain et ancien prisonnier politique anti-apartheid Dennis Brutus, le professeur et écrivain africain américain Manning Marable, le leader indépendantiste porto-ricain Rafael Cancel Miranda, le militant anti-guerre de longue date David Dellinger, et le révérend Lucius Walker, directeur des Pastors for Peace (qui a fait partie des personnes arrêtées).



Affiche du QUISP pour la libération de Linda Evans* (Laura Whitehorn, en 1992, après la confiscation du journal *Gay Community News* par l'Administration pénitentiaire). Source : Matt Meyer, dir., *Let Freedom Ring. A Collection of Documents from the Movements to Free US Political Prisoners*, Oakland, Californie, PM Press, 2008, p. 384.

One herstory of out of control

Lesbian committee to support women political prisoners and PoW, 1986-2008

B8 (rita d. brown) et Jane Segal, 2008.

Chapitre 1

L'administration pénitentiaire US a toujours eu des sortes de cellules ultra-sécurisées pour les femmes de mauvaise réputation, et donc qui avaient besoin d'une « garde rapprochée ».

Pendant des années, le Davis hall à Alderson (Virginie occidentale) a servi à ça. Dans les années 40, Billie Holiday y a été enfermée. La nationaliste portoricaine Lolita Lebrón y était à la fin des années 50 et au début des années 60. À la fin des années 70, c'était appelé « quartier de sécurité maximum » et y était enfermée la prisonnière politique de la New York Black Liberation Army Assata Shakur ; et B8 (rita d. brown), une prisonnière politique blanche, anti-impérialiste, gouine, membre de la George Jackson Brigade de Seattle (Washington). Dans les années 80, les femmes prisonnières immigrantes cubaines et haïtiennes étaient enfermées dans ce même bâtiment. Cette prison à l'intérieur de la prison existe dans toutes les prisons de ce pays. Cela a toujours été un lieu tenu secret où toutes sortes de tortures inimaginables pouvaient avoir lieu sans être découvertes. Ces lieux existent maintenant partout et sont appelés « control unit » [unité de contrôle].

En 1986, l'administration pénitentiaire US a inauguré une nouvelle version de ça, le LHSU. La première « unité de sécurité maximale » pour des femmes prisonnières. Cela a été construit dans le sous-sol de Lexington (Kentucky), un établissement pénitentiaire fédéral qui avait autrefois été utilisé comme un hôpital conçu pour aider les prisonniers dépendant de drogues. Maintenant y sont enfermées dans des conditions évidentes de privation sensorielle Alejandrina Torres, une nationaliste portoricaine de Chicago, et Susan Rosenberg*, une prisonnière politique de New York. Ces deux sœurs ont été emmenées directement de la Kkkour à ce nouveau

quartier d'isolement sous-terrain. C'était une violation claire de la propre politique de l'administration pénitentiaire puisqu'elles n'ont jamais été mises dans la population générale et n'ont donc jamais violé de règles pénitentiaires. L'italienne Silvia Baraldini, une autre prisonnière politique anti-impérialiste de New York, a été transférée ici depuis le FCI de Dublin (Californie) où elle avait été incarcérée plusieurs années sans aucun incident. En fait, les règles de sécurité à son égard avaient été récemment baissées car elle n'avait commis aucune infraction et elle était considérée comme ne présentant ni risque, ni menace. Ces trois femmes ont toutes été transférées au LHSU en raison de leurs idées politiques ou de leurs liens politiques. Il y avait aussi deux prisonnières sociales qui purgeaient de longues peines. Il est apparu qu'elles servaient à l'administration pénitentiaire à nier que l'unité avait été spécialement construite pour les femmes prisonnières politiques.



Alejandrina Torres, Susan Rosenberg et Silvia Baraldini dans l'unité de haute sécurité de Lexington (source : Daedalus Production)

La torture mentale quotidienne était clairement le programme en vigueur ici : tous les murs étaient peints en blancs. Les surveillants, tous des hommes, contrôlaient toutes les lumières. Les visiteurs, à l'exception des avocats enregistrés, étaient interdits. Ce que nous pouvions avoir avec nous était extrêmement limité, y compris pour les livres, les

lettres et les produits d'hygiène (il fallait demander pour avoir des serviettes hygiéniques). Enfermées 23 heures par jour. Tous les plats étaient apportés de l'extérieur et on mangeait seules en cellule. Aucun programme éducatif, et c'était clair qu'il n'y avait aucun programme pour qu'on soit un jour sorties de ce quartier. C'était fondamentalement un mauvais traitement – pas de voie de sortie. Leur projet diabolique était de créer du désespoir et de la déprime et de casser ainsi la détermination des prisonnières. Les prisonnières sociales auraient été considérées comme de simples dommages collatéraux d'une guerre en cours contre les femmes prisonnières politiques.

Peu après l'arrivée de la troisième prisonnière politique, Silvia Baraldini, à LHSU, quatre femmes qui la connaissaient et l'aimaient se sont rencontrées dans une cuisine d'un Mission District de San Francisco pour échanger sur les moyens de protester contre son transfert brutal et pour fermer ce scandaleux quartier d'isolement. Nous avons formé un comité de femmes pour la fermeture du LSHU et nous avons lancé un appel aux autres sœurs de la région de la Baie [de San Francisco]. Le groupe s'est instantanément agrandi et nous sommes rapidement devenues le Out of Control Committee to Support Women Political Prisoners and Prisoners of War. Nous avons rejoint une campagne de militant.e.s de base pour dénoncer les brutalités à Lexington et pour demander qu'il soit immédiatement fermé. Cette lutte nationale a inclus des soutiens sur une base très large, avec le mouvement pour l'indépendance nationale du Porto-Rico, les abolitionnistes [de la prison], des communautés pour les droits civiques et de femmes, le mouvement des indien.ne.s américain.ne.s, beaucoup de gens non-affilié.e.s, des églises progressistes et pacifistes, ainsi que la mère et le père de Susan.

Des expert.e.s de la torture psychologique nous ont rejointes afin de définir, de documenter et d'évaluer les conditions de vie [dans le quartier]. Le ACLU National Prison Project, le Center for Constitutional Rights, the People's Law Office et d'autres avocat.e.s expérimenté.e.s issu.e.s de divers mouvements ont apporté leurs expertises. Une plainte a été déposée contre l'administration pénitentiaire pour faire fermer le LHSU. Ils.elles ont fait un super travail et nous les avons remercié.e.s pour ce bon boulot. Les preuves étaient si accablantes depuis le début que la seule raison pour laquelle Alejandrina, Silvia et Susan vivaient dans ces conditions était leurs idées politiques. La Kour était obligée de se

prononcer en faveur des femmes prisonnières politiques et d'interdire l'administration pénitentiaire de « prendre en considération les liens politiques passés ou les idées politiques personnelles d'un.e prisonnier.e » quand elle décidait de transférer un.e prisonnier.e dans une prison fédérale. Le LHSU a été fermé en 18 mois, ce qui est relativement court. Nous avons eu une petite victoire bien méritée ! Toutefois, cela n'a pas duré longtemps, puisque la décision a été cassée en appel et que la torture a continué de différentes manières.

En octobre 1988, les trois femmes prisonnières politiques sont retournées dans des maisons d'arrêt : deux dans des Metropolitan Correctional Centers [des prisons qui ressemblent à des tours d'immeuble] : Silvia à New York et Alejandrina à San Diego. Susan est retournée à la maison d'arrêt de Washington, DC. Cette folle histoire a encore continué deux ans jusqu'à ce qu'ouvre une nouvelle petite prison pour femmes à Marianna (Floride). Dans le quartier Shawnee, tous les mouvements étaient contrôlés, et c'était juste un quartier d'isolement plus grand. C'était une prison pour femmes au milieu de la grande prison ouverte en 1988, et son rôle était à peu près le même. Contrôler, isoler, et neutraliser les femmes envoyées là-bas et qui, pour diverses raisons, constituaient une menace politique, d'évasion ou perturbatrices selon les maîtres de la déraison au sein de l'administration pénitentiaires. Le but était de détruire la capacité des femmes prisonnières à fonctionner ailleurs que dans un cadre institutionnel. Ce n'est qu'en 1994 qu'elles ont pu rejoindre la population générale à Danbury (Connecticut).

Chapitre 2

En 1989, il n'y avait pas beaucoup d'information ou de soutien pour les prisonnier.e.s politiques, en particulier les femmes. Donc après la fermeture du LHSU, certaines d'entre nous ont décidé de continuer notre travail en faveur des 25 femmes prisonnières politiques et prisonnières de guerre incarcérées dans les prisons américaines. Nous savions que nous devions nous focaliser sur ces femmes car si nous ne le faisons pas, personne ne le ferait. C'était aussi simple que ça. Nos sœurs prisonnières politiques seraient probablement expédiées à travers tout le système pénitentiaire fédéral. Nous savions que cela allait faire sortir des informations sur les conditions de vie à travers tout le pays car les prisonnières politiques allaient en avoir l'expérience et allait s'exprimer là-dessus. Ayant survécu de

nombreuses années aux coalitions typiques de gauchistes, nous avons compris l'importance de choisir correctement le nom de notre groupe. Donc nous l'avons changé un peu (avant que ce soit la mode de changer) et nous sommes devenues Out of Control : Lesbian Committee to Support Women Political Prisoners and Prisoners of War. Ainsi, nous étions sûres que notre communauté, les prisonnières et le reste du monde sauraient que des lesbiennes faisaient ça pour soutenir nos sœurs et pour démonter le mythe selon lequel les prisonnier.e.s politiques n'existent pas aux USA.

Notre travail le plus important était de faire savoir qu'il y avait des prisonnier.e.s politiques en Amerikkke, et que beaucoup étaient des femmes et que certaines étaient des lesbiennes. Au cours de ces années, nous avons réalisées plusieurs banderoles qui nous donnaient beaucoup de force et que nous avons amenées à un grand nombre de manifestations et d'événements progressistes. Une année, on a fait des super tee-shirts noir et argentés avec marqué Dykes Out of Control qui ont tous été vendus avant même qu'on arrive à la Marche des fiertés. On a alors eu assez d'argent pour en refaire une série qui a toute été vendue aussi. Mais ensuite y eu un magasin de cuir local qui a créé une imitation qui était blanche avec des petites lettres noires et qui coutait deux fois moins cher, et ils l'ont vendu pendant de nombreuses années. C'est ok car il n'y a rien de mal à ce qu'il y ait des gouines incontrôlables. Une année, on a fait un petit cortège pour le Dykes on Bikes, où j'avais les noms des prisonnières politiques lesbiennes à l'arrière de ma moto. Beaucoup de gens nous ont montré leur soutien quand nous avons descendu Market Street cette année-là. Peut-être que c'est à cause d'une jeune sœurs seins nus à l'arrière d'une autre moto qui avait un « Liberté pour tou.te.s les prisonnier.e.s politiques » écrit d'un rouge-à-lèvres rouge vif. Ou peut-être parce que nous faisons du bon boulot à sensibiliser les gens qui participaient aux événements de la Marche des fiertés. Tous les ans, on partageait une table de presse avec LAGAI – Queer insurrection à la Marche des fiertés où on avait un tableau d'affichage avec les informations récentes de nos sœurs prisonnières politiques. Des gens sont venus nous trouver et nous poser des questions sur les prisonnières. Une année on a marché avec le Fat Dyke Float et on a distribué des milliers de tracts mauves avec une bande dessinée d'Alison Bechdel – « Dykes to Watch Out For » - qui parlait des lesbiennes prisonnières politiques. On les a presque tous distribué avant de retourner à notre table de presse.

On a fait des réunions privées, on a parlé sur des campus du coin ; on est allé à KPFA et à plusieurs radios étudiantes. Parfois on s'est déplacé pour aller sur des campus. Avec d'autres militant.e.s queer de longue date, B8 a été invitée à parler dans le sous-sol d'une église à New York lors du 25^e anniversaire des émeutes de Stonewall*.

En 1990, nous avons créé un fond coopération avec LAGAI pour les prisonnières politiques, financé par un vide-grenier annuel à Castro où beaucoup de professionnel.le.s du design d'intérieur / recyclage achètent et se baladent très tôt le samedi matin. En coopération avec de nombreuses autres sœurs du coin, on a commencé à produire Sparks Fly, un événement génial qui se tenait surtout au Women's Building. C'était un événement culturel/éducatif annuel à ne pas manquer où on donnait des informations récentes des prisonnières et où on construisait du soutien communautaire. Beaucoup d'artistes du coin ont donné de leur temps et de leurs réalisations pour aider à lever des fonds pour la coopérative. Ce serait impossible de nommer tout le monde, donc je vais nommer quelques un.e.s parmi les chouchous : Jewelle Gomez, Cherríe Moraga, Chrystos, Dorothy Allison, Melanie DeMore, Elizabeth Summers, Carolyn Brandy, Tom Ammiano, Gwen Avery et Mary Watkins avec l'aide de Judy G & Diva, et nous avons nos drag kings* avec Fresh White en Barry White, et de très convaincants Frida Kahlo et le Che ont même fait les maîtres de cérémonie une année. Out of Control était capable de fournir une petite allocation à onze prisonnières politiques, dont les sœurs de MOVE en Pennsylvanie (qui restent toujours en prison après plus de 30 ans). C'était une façon réussie et marrante de faire des choses concrètes et engagées avec la base de notre communauté. On a rempli la salle année après année. Combien d'années ? On pense que c'est entre 10 et 12 années. On faisait partie d'une communauté queer politiquement très forte dans la région de la Baie de San Francisco et les gens soutenaient notre boulot de la même manière que nous soutenions le leur.

En 1992, OOC a participé à l'International Tribunal of Indigenous Peoples and Oppressed Nations aux USA. On a fourni des témoignages au nom des prisonnier.e.s politiques blanc.he.s nord-américain.ne.s et nous avons offert des conseils juridiques. Tous les témoignages étaient présentés à un panel de juges internationaux.ales et aux Nations Unies. A cette époque, nous avons aussi pris connaissance du cas de Norma Jean Croy, une

femme Shasta pour lequel nous avons fait un travail de solidarité au quotidien.

En octobre 1995, on a fourni des témoignages supplémentaires ; cette fois à la Conférence nationale œcuménique pour les Nations Unies sur le racisme. On a présenté le cas de Norma Jean Croy et le cas des prisonnier.e.s politiques nord-américain.ne.s engagé.e.s dans les luttes antiracistes et anti-apartheid.

Durant l'hiver 1996-1997, OOC a travaillé avec le Mumia Art Show Women's Group pour que l'exposition artistique soit montée dans la région de la baie de San Francisco. L'exposition était constituée de créations plastiques et d'écrits produits par plus de 90 prisonnier.e.s politiques à travers le monde. L'argent récolté est allé directement à la caisse de solidarité pour Mumia.

À l'hiver et au printemps 1997-1998, OOC a travaillé en collaboration avec Jericho' 98. Cet effort national était conduit par des militant.e.s africain.ne.s américain.ne.s et a attiré l'attention sur la question spécifique des prisonnier.e.s politiques. Appelant à l'amnistie pour tou.te.s les prisonnier.e.s politiques, cette campagne a eu pour point d'orgue une manifestation de masse à Washington, DC, des lycéen.ne.s qui quittent leurs cours à la Berkeley High School et une manifestation à Oakland (Californie).

Out of Control a fait partie du comité organisateur de Critical Resistance – Beyond the Prison Industrial Complex, une énorme conférence sur les prisons / prisonnier.e.s qui s'est tenue à UC Berkeley en septembre 1998. OOC a présenté un atelier de deux heures au sujet des prisonnières politiques dans lequel des sœurs incarcérées à proximité ont pu intervenir par l'intermédiaire de la radio KPFA. [...]

Il y a quelques autres choses que nous avons réussi à faire dans les années 1990. Cela inclut Sparks Fly : Women Political Prisoners in the USA ; une brochure qui servait à introduire la question de nos sœurs et leurs histoires ; « Celebrate resistance », un recueil de biographies, photos, poésies, écrits et œuvres d'art de prisonnières politiques qui donnaient des voix aux sans-voix ; et Sparks Fly, une vidéo de 20 minutes qui présentait dix prisonnières politiques (5 portoricaines et 5 blanches nord-américaines). Nous avons créé une série de photos des prisonnières

politiques et nous avons ajouté leurs voix enregistrées lors de discussions téléphoniques depuis la prison. Un vrai merdier technique à cette époque.

Depuis 1989, on a publié une lettre d'information, *Out of Time*. Nous sommes la seule lettre d'information de ce genre aux usa, qui s'intéresse d'abord aux prisonnières politiques. Cela a commencé par une feuille recto-verso photocopiee. En quelques années, c'est devenu un 4 pages imprimé sur papier journal. Sur les 1000 exemplaires que nous imprimons, 600 sont envoyés à l'intérieur, surtout dans les prisons de femmes, à travers tout le pays. De nombreux groupes militants ici et en Europe reçoivent de nombreux exemplaires. *Out of Time* est aussi inclus dans Ultra Violet, la lettre d'information de LAGAI – Queer insurrection, qui tire à 1 500 exemplaires et est distribué dans un grand nombre de librairies et de cafés de San Francisco. Les exemplaires récents peuvent être consultés sur le site de LAGAI. Cela reste notre principale tâche et espérons qu'il nous survivra toutes. Nous continuons à soutenir Marilyn Buck et les femmes du MOVE et à nous focaliser sur les prisonnier.e.s politiques de l'Amérikkke. Nous nous sommes étendues afin de couvrir également les violations des droits humains des prisonier.e.s et la guerre toujours plus violente menée contre les femmes dans les pays déchirés par la guerre à travers le monde. Il y a clairement une augmentation de la torture à l'encontre des femmes et du nombre de prisonnières politiques. Les viols et les mutilations des femmes et des enfants ne sont pas nouveaux, mais ils sont bien plus affreux au 21^e siècle où les riches partis dirigeants des puissances « mondiales » connaissent ces crimes et les ignorent consciemment.

Plusieurs d'entre nous travaillent régulièrement sur d'autres projets abolitionnistes de la prison. Cela inclut : All of Us or None, California Coalition for Women Prisoner s, Prison Activist Resource Center et Center for Young Women's Development et nous travaillons de diverses manières à la dixième conférence de Critical Resistance prévue pour septembre 2008. [...]

Chapitre 3

Les années 1990 ont été extraordinaires ! Il y avait les actions d'Act UP, beaucoup de manifs contre la guerre (époque de « Tempête du désert »), des appels à la Bank of America et à Shell à boycotter l'Afrique du Sud ; le militantisme

politique était fort et visible partout. À travers lui, nous avons toutes continué notre travail de construction d'un soutien aux demandes concrètes du mouvement en pleine croissance pour l'abolition de la prison. Cela incluait la grâce des prisonnier.e.s atteint.e.s du HIV/Sida et la fin de la peine de mort, ainsi que la fermeture de tous les quartiers d'isolement. Et même les lesbiennes politiques ont commencé à dire à haute voix « fem » et « butch », et « top » et « bottom » sans peur d'être ostracisées. On pouvait même trouver un endroit où vivre à San Francisco pour moins de 500\$, et on pouvait encore manger et aller voir tous les trucs politiques qui se passaient dans toute la ville. C'était la belle époque avec de bons trucs politiques, du bon boulot et quelques bonnes victoires.

Notre façon de faire n'a pas beaucoup changé. On vit en accord avec nos idées et on fonctionne comme on peut avec des pratiques personnelles et des réflexions théoriques aussi honnêtes que possible. On reste un petit groupe de base sans direction formelle et sans employés rémunérés. [...] Pendant des années, nous nous sommes rencontrées au moins une fois par mois ou plus selon le travail en cours. [...] Toutes les décisions importantes se prennent le plus possible par consensus. Comme nous vieillissons (je pense que la plupart d'entre nous ont plus de 60 ans maintenant), nous nous rencontrons moins et on travaille sur moins de choses, mais nous sommes loin d'en avoir terminé.



Chowchilla (Californie), manifestation appelée par la California Coalition for Women Prisoners, à laquelle ont pris part de nombreuses organisations LGBTIQ*, comme All of Us or None, Gay Shame, ACT UP, LAGAI ou QUIT ! Et des individus comme Linda Evans.

Ressources

À LIRE EN FRANÇAIS

Femmes trans en prison (<https://infokiosques.net/spip.php?article864>) : recueil de textes, avec notamment des extraits retranscrits du documentaire *Cruel and unusual. Transgender women in prison* (Janet W. Baus, Dan Hunt & Reid Williams, 2005).

À LIRE ET ÉCOUTER EN ANGLAIS

Queer Fire. The George Jackson Brigade, Men against Sexism and Gay Struggle against Prison : sur la George Jackson Brigade (GJB), un groupe de lutte armée de la région de Seattle (USA), composé à moitié de femmes dont plus de la moitié était des lesbiennes ; sur le groupe Men against sexism, constitué en prison dans les années 1970 par un gay de la GJK pour lutter contre les viols et l'homophobie (<http://zinelibrary.info/files/queer%20fire.pdf>)

Interview d'Ed Mead par Earful of Queer sur Men against sexism (<http://earfulofqueer.wordpress.com/2011/04/11/ed-mead-and-men-against-sexism>)

Gender Anarky : recueil de textes de prisonnier.e.s queer incarcéré.e.s aux USA (http://zinelibrary.info/files/genderanarkyzineupdate_imposed.pdf)

ORGANISATIONS

Out of Control : des archives de la lutte sur : http://www.freedomarchives.org/Out_of_Control

Lagai : organisation queer de San Francisco engagée pour la justice sociale, contre les crimes policiers et les prisons, etc. (<http://www.lagai.org>)

Sylvia Rivera Law Project : organisation basée à New York qui assiste judiciairement les personnes LGBTQI. Elle mène également des campagnes contre l'isolement, assure des correspondances avec des

prisonnier.e.s LGBTQI et publie un journal, *In solidarity*. Plus d'infos : <http://srlp.org>

CORRESPONDANCE

Le courrier est un aspect important du soutien qui peut être apporté aux prisonnier.e.s. À l'étranger, des groupes ont développé des correspondances (avec possibilité de choisir des formes diverses de mixité) pour les prisonnier.e.s LGBTQI.

Royaume-Uni : <http://bentbarsproject.org>

USA : <http://www.blackandpink.org>

Canada : <http://www.prisonercorrespondenceproject.com>

SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIER.E.S LGBTQI

Quelques prisonnier.e.s LGBTQI pour lesquelles des campagnes de solidarité existent :

Free Niara ! Niara Burton est une prisonnière trans condamnée à une longue peine. Toutes les informations sur sa situation et la campagne de solidarité : <http://freeniara.wordpress.com>

Prison rebels against Gender Violence : Un groupe qui soutient les membres de Gender Anarchy, mais aussi Michael Kimble, un gay anarchiste purgeant une peine de perpétuité. Plus d'infos sur : <http://pragv.noblogs.org>

Cece MacDonald : Cece a été libérée en janvier 2014. Sur le blog de la campagne pour sa libération, des informations, des liens... <http://supportcece.wordpress.com>

Chelsea Manning : La campagne de soutien est relayée sur <http://www.chelseamanning.org>



Ed Mead et Danny Atteberry, instigateurs du groupe Men against sexism, à la prison de Walla Walla, quartier de haute sécurité. Années 1970s.

Lexique

BPP, Black Panther Party	Mouvement révolutionnaire africain-américain formé en 1966, à l'origine en Californie, puis sur l'ensemble du territoire états-unien. Il a cessé d'exister en 1982.
Butch	Terme employé par des lesbiennes qui utilisent et subvertissent certains codes de la masculinité pour s'auto-désigner.
cisgenre	Se dit d'une personne dont le genre correspond à celui qui lui a été attribué à la naissance.
Contras	Les <i>contras</i> (« contre-révolutionnaires » en espagnol) étaient des miliciens, opposés au gouvernement sandiniste (progressiste) du Nicaragua, actifs entre 1979 et 1990 et soutenus par les USA.
drag king, drag queen	Personnes construisant, de façon temporaire, une identité féminine (drag queen) ou masculine (drag king) volontairement basée sur des archétypes et des caricatures. Ces personnes peuvent revendiquer toutes sortes d'identité de genre le reste du temps.
fem	Terme employé par des lesbiennes qui utilisent et subvertissent certains codes de la féminité pour s'auto-désigner.
hétérosexisme	Ensemble de comportements et de valeurs faisant de l'hétérosexualité la norme ou la considérant comme une forme de sexualité supérieure aux autres.

intersexe, personne intersexuée	Une personne intersexuée possède des caractéristiques anatomiques et physiologiques masculins et féminins. Une personne intersexe refuse la binarité de sexe et/ou se vit dans un sexe minoritaire (ni mâle ni femelle, hermaphrodite, 60/40, 40/60, ...). (d'après : http://www.genrespluriels.be/)
KKK, Klan, Klu Klux Klan	Organisation prônant le suprématisme blanc aux USA. Créée au milieu du 19 ^e siècle, elle s'est formellement arrêtée en 1944. Les groupuscules qui continuent de s'en réclamer regroupent des milliers de militant.e.s connus pour les violences et les meurtres racistes qu'ils commettent.
LGBTIQ	Abbréviation pour Lesbian, Gay, Bi, Trans, Intersexe*, Queer.
MOVE	Organisation noire écologiste, fondée en 1972. Une de leur maison a été bombardée en 1985 par l'Armée états-unienne et onze personnes ont été tuées.
Out, coming-out	Être « out », pour une personne LGBTQI*, désigne qu'elle ne dissimule pas son orientation sexuelle ou son identité de genre (mais elle peut être out auprès de certain.e.s personnes sans l'être auprès de tou.te.s). Faire son « coming-out » désigne l'annonce de son orientation sexuelle ou de son identité de genre. Les hétérosexuel.le.s et les personnes cisgenres* n'ont pas besoin de le faire.
POW	Abbréviation de « prisonnier.e de guerre » [Prisoner Of War]. Le terme est utilisé par les prisonnier.e.s

	politiques aux USA qui appartiennent à une minorité nationale (africain.ne.s américain.ne.s, amérindien.ne.s et portoricain.ne.s notamment).
prisonnier.e social.e	Terme employé pour désigner les personnes incarcérées pour des motifs non politiques (synonyme : prisonnier.e de droit commun).
sérophobie	Désigne toutes les formes de discriminations et d'hostilité à l'égard des personnes atteintes par le VIH/Sida.
Stonewall (émeutes de)	Ces émeutes, conduites par des personnes trans, gays, lesbiennes et queers, faisaient suite à une descente de Police dans le bar « Stonewall Inn », en juin 1969. Elles sont commémorées chaque année par les Marches des fiertés qui ont lieu en juin à travers le monde.

Biographies

Kuwasi Balagoon (né Donald Weems)

22 décembre 1946 – 13 décembre 1986

Kuwasi Balagoon a d'abord été membre du Black Panther Party. Arrêté dans ce qui a été appelé l'affaire des « Panthers 21 », il s'évade de prison. Il reprend ses activités politiques au sein de la Black Liberation Army et il est de nouveau arrêté suite à l'attaque à main armée d'un fourgon de la Brink's au cours laquelle deux policiers et un convoyeur de fonds sont tués. Condamné à trois peines de perpétuité, il meurt en 1986 d'une infection liée à son infection par le VIH. Kuwasi revendiquait sa bisexualité et se définissait comme New Afrikan et anarchiste. Ses écrits sont réunis (en Anglais) dans : *Kuwasi Balagoon, A Soldier's Story: Writings by a New Afrikan Anarchist*, 125 pages, Kersplebedeb.



Linda Evans

Née en 1947

Linda Evans a 20 ans lorsqu'elle s'engage contre la guerre au Vietnam et dans le soutien au mouvement de libération noir. Elle est également engagée comme féministe et lesbienne. En tant que membre du John Brown Anti-Klan Committee, elle s'engage contre le racisme, le suprématisme blanc et le sionisme. Elle a été arrêtée en mai 1985 et condamnée à 45 ans de prison pour l'hébergement d'une fugitive et l'achat d'armes.

Elle a été libérée en 2001 et elle continue à militer pour les femmes, les lesbiennes et la libération des prisonnier.e.s politiques.



Susan Rosenberg

Née en 1955

Militante anti-impérialiste, docteure en médecine chinoise et en acupuncture, elle s'est d'abord engagée dans le mouvement anti-guerre et le mouvement de libération des femmes. Au cours des années 1970, elle est active dans le soutien aux luttes de libération nationale et les mouvements de libération noire et portoricaine. Menacée d'arrestation, elle rentre en clandestinité en 1982.



Elle est arrêtée en novembre 1984 avec Timothy Blunk pour possession d'armes et d'explosifs notamment. Ils ont été condamnés à 58 ans de prison, la plus longue peine jamais prononcée aux USA pour ce type d'infraction. Susan a été placée avec quelques femmes à la prison de Lexington dans un quartier d'isolement, la première prison dédiée aux prisonnier.e.s politiques aux USA. Alors qu'elle était dans cette unité, elle a été poursuivie pour l'attentat à la bombe de 1983 contre le Capitole (perpétré après l'invasion états-unienne de Grenade) dans lequel il n'y a pas eu de victimes. Elle a été libérée en 2001. En 2011, elle a publié des mémoires : *An American Radical: A Political Prisoner In My Own Country* (<http://www.anamericanradical.com>)

Laura Whitehorn

Née en 1945

Laura Whitehorn a été engagée dans la lutte des droits civiques, contre le suprématisme blanc et le KKK, la lutte pour l'indépendance de Porto Rico, la libération des femmes et le mouvement de libération des homosexuel.le.s. Elle a été membre de la John Brown Anti-Klan Committee. Arrêtée en 1985, elle a passé de nombreuses années à l'isolement. Après 14 années de prison, elle a été libérée en 1999 et, depuis, elle continue à lutter



pour la libération des prisonnier.e.s politiques et elle milite contre le VIH.

Out !, un film (produit par Sonja de Vries & Rhonda Collins en 2000) qui retrace (en Anglais) la vie et le parcours militant de Laura.

Rita « Bo » Brown, B8 ou B ♀ Brown

Née en 1947

Rita « Bo » Brown est originaire de Klamath (Oregon), puis elle a déménagé à Seattle dans les années 1960 où elle découvre la communauté lesbienne et rencontre divers militant.e.s politiques. Elle se radicalise lors d'une incarcération pour délit de droit commun. Rita « Bo » Brown a été membre de la George Jackson Brigade, un groupe révolutionnaire de Seattle qui effectuait des attaques de banque pour financer ses activités et celles d'autres groupes comme les Black Panthers. Surnommée la « gentleman Bank robber » en raison de son apparence de butch et ses manières sympathiques lors des attaques, elle arrive à échapper aux arrestations de la Police qui cherchait un homme. Elle est finalement attrapée et condamnée pour l'attaque d'une banque de Portland. Après huit années effectuées dans une prison fédérale, elle est libérée en 1987. Elle a contribué à la formation de Out of Control: Lesbian Committee to Support Women Political Prisoners et elle est toujours une militante politique, notamment en faveur des prisonnier.e.s.

Un film est en préparation sur son parcours. Plus d'infos sur <http://gentlemanbankrobber.tumblr.com> et sur le site de la réalisatrice Julie Perini (<http://julieperini.org>).



De nombreuses autres brochures
à lire, télécharger, imprimer, diffuser sur :

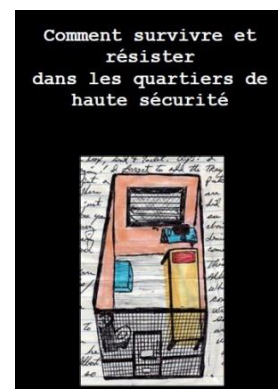
<https://infokiosques.net>

D'autres brochures de Soledad et associées sur Infokiosques :



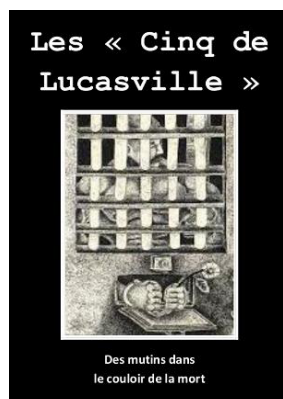
*Quelques archives de la lutte
pour la défense libre*

<http://www.infokiosques.net/spip.php?article972>



*Comment survivre et résister
dans les quartiers de haute sécurité*

<http://www.infokiosques.net/spip.php?article1044>



*Les « Cinq de Lucasville ».
Des mutins dans le couloir de la mort.*

<https://infokiosques.net/spip.php?article1153>

En finir avec le placard

Tous les prisonniers ne sont pas des hommes.

Tous les prisonniers ne sont pas hétérosexuels.

Tous les prisonniers ne sont pas cisgenres.

*À quoi sert de lutter pour la libération des
prisonnier·e·s politiques et l'abolition de la prison si
nous n'en finissons pas avec tous les placards ?*

PHOTOCOPIAGE FORTEMENT ENCOURAGÉ

contact :
soledadetassociees@gmail.com

PAS DE COPYRIGHT

